

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie et des finances

BUDGET ET COMPTES PUBLICS

Circulaire du 3 avril 2017

Article 265 *nonies* du code des douanes : taux réduits des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, le gaz naturel et le charbon à usage combustible, destinés à certaines installations grandes consommatrices en énergie

NOR : ECFD1627229C

Le ministre de l'économie et de finances, aux opérateurs économiques et aux services des douanes,

- Vu la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive n° 96/61/CE du Conseil modifiée ;
- Vu la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité modifiée ;
- Vu la décision n° 2014/746/UE du 27 octobre 2014 établissant, conformément à la directive n° 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, pour la période 2015-2019 ;
- Vu les articles 265, 265 *nonies*, 266 *quinquies*, 266 *quinquies* B du code des douanes ;
- Vu l'article 1586 *sexies* du code général des impôts ;
- Vu le décret n° 2014-913 du 18 août 2014 relatif aux modalités d'application de l'article 265 *nonies* du code des douanes modifié par le décret n° 2016-93 du 1^{er} février 2016 ;
- Vu le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes modifié par décret n° 2016-935 du 7 juillet 2016 ;
- Vu l'arrêté du 24 janvier 2014 modifié fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020 (JORF du 14 février 2014) ;
- Vu l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel ;
- Vu l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les houilles, lignites et cokes ;
- Vu l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques dans le cadre des régimes visés aux articles 265 C, 265 *bis* et 265 *nonies* du code des douanes modifié par décision n° 391087 du 1^{er} juin 2016 ;

La présente circulaire a pour objet de porter à la connaissance des services et des opérateurs, les règles applicables en matière d'approvisionnement et d'utilisation de produits énergétiques bénéficiant de taux réduits de taxes intérieures de consommation tel que prévus par l'article 265 *nonies* du code des douanes.

La présente circulaire entre en application le lendemain de sa publication.

Fait à Montreuil, le 3 avril 2017,

Pour le ministre et par délégation,
l'administratrice supérieure des douanes,
sous-directrice des droits indirects

Signé

Corinne CLEOSTRATE

Article 265 *nonies* du code des douanes : taux réduits des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, le gaz naturel et le charbon à usage combustible, destinés à certaines installations grandes consommatrices en énergie

Paragraphe |
[6] - [29]

I – Caractéristiques des régimes privilégiés de taxation

A - Définition de l'installation visée aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes

[12]-[18]

1 - Être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

[13]-[16]

a) Exercer une activité reprise à l'annexe I de la directive 2003/87/CE et être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

[14]

b) Être incluse dans le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, conformément à la procédure prévue à l'article 24 de la directive 2003/87/ CE et être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

[15] - [16]

2 - Être grande consommatrice d'énergie

[17] - [18]

B - Définition de l'installation visée à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* du code des douanes

[19]-[22]

1 - Exercer une activité mentionnée à l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE sans application des valeurs de seuil, et qui relève des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone

[20]-[21]

a) Exercer une activité reprise à l'annexe I de la directive 2003/87/CE sans application des valeurs de seuils associées

[20]

b) Exercer une activité qui relève des secteurs et sous-secteur exposés à un risque de fuite de carbone

[21]

2 - Être grande consommatrice d'énergie

[22]

C – Produits entrant dans le champ d'application de l'article 265 *nonies*

[23]

D – Les modalités de taxation des produits entrant dans le champ d'application de l'article 265 *nonies*

[24] - [25]

E- Le statut des opérateurs concernés

[26]-[29]

1 – Produits visés à l'article 265 du code des douanes soumis à TICPE

[26] - [28]

2 - Produits soumis à TICGN ou TICC

[29]

II – Obligations des opérateurs

[30] - [66]

A - Obligations de l'exploitant de l'installation

[30]- [45]

1 - Établissement et utilisation d'une attestation

[30] - [37]

2- Etat récapitulatif du gaz naturel et du charbon utilisé à taux réduit

[38]

3 - <i>Usage et suivi des produits</i>	[39] - [45]
B - <u>Obligations du fournisseur</u>	[46]-[66]
1 – <i>Obligations applicables à tous les fournisseurs</i>	[46]-[47]
2 – <i>Obligations du fournisseur qui reçoit, manipule, stock et vend, les produits soumis à la TICPE à taux réduit</i>	[48] - [58]
C - <u>Autres prescriptions</u>	[59] - [66]
III – Remboursement	[67] - [70]
A – <u>Principe</u>	[67]
B – <u>Procédure</u>	[68] - [69]
C- <u>Précisions relatives à la TVA</u>	[70]

Annexes

Annexe I : Annexe I de la directive n° 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 octobre 2003 modifiée.

Annexe II : Annexe I du règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil modifié.

Annexe III : Décision n° 2014/746/UE de la Commission, du 27 octobre 2014 établissant, conformément à la directive n° 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, pour la période 2015-2019.

Annexe IV : Article 265 *nonies* du code des douanes.

Annexe V : Décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes modifié.

Annexe VI : Décret n° 2014-913 du 18 août 2014 relatif aux modalités d'application de l'article 265 *nonies* du code des douanes modifié.

Annexe VII : Arrêtés du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel, de la taxe intérieure de consommation, et de la taxe intérieure de consommation sur les houilles, lignites et cokes et arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques dans le cadre des régimes visés aux articles 265 C, 265 *bis* et 265 *nonies* du code des douanes modifié.

Annexe VIII : Attestation ouvrant droit au régime privilégié de taxation prévu aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

Annexe IX : Notice d'utilisation de l'attestation visée en annexe VIII.

Annexe X : Attestation ouvrant droit au régime privilégié de taxation prévu à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* CDN.

Annexe XI : Notice d'utilisation de l'attestation visée en annexe X.

Annexe XII : Déclaration trimestrielle d'activité des fournisseurs de produits soumis à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.

[1] L'article 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 a institué, aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes, une réduction du tarif des taxes intérieures de consommation (TIC) applicables aux produits énergétiques à usage combustible utilisés par les installations intensives en énergie et soumises au système d'échange des quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Depuis le 1^{er} avril 2014, les produits énergétiques à usage combustible destinés à l'usage des installations concernées sont soumis aux taux des TIC figurant, selon le produit concerné, à l'article 265 du code des douanes, ou aux articles 266 *quinquies* et 266 *quinquies* B du même code, dans la rédaction de ces mêmes dispositions en vigueur à la date du 31 décembre 2013.

[2] L'article 57 de la loi n° 2014-1655 de finances rectificative pour 2014 du 29 décembre 2014 a institué à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* du code des douanes, une réduction des taux des TIC applicables aux consommations de produits énergétiques à usage combustible utilisés par les installations intensives en énergie exerçant une activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE et qui relèvent des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, sans être soumises au régime des quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les produits énergétiques à usage combustible destinés à l'usage des installations concernées, sont soumis aux taux des TIC figurant selon le produit concerné au tableau B ou au second alinéa du 3 de l'article 265 du code des douanes ou aux articles 266 *quinquies* et 266 *quinquies* B du même code dans la rédaction de ces mêmes dispositions en vigueur à la date du 31 décembre 2014.

[3] L'article 14 de la loi n° 2015-1786 de finances rectificative pour 2015 a introduit une majoration des taux applicables aux consommations de gaz naturel utilisé dans les installations bénéficiaires d'un des régimes prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes de 0,33 € par mégawattheure, qui correspond au transfert des charges relatives à la contribution au tarif spécial de solidarité du gaz (CTSSG) et de la contribution biométhane sur la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN).

[4] Pour bénéficier de l'un des taux réduits visés à l'article 265 *nonies* du code des douanes directement sur les produits qu'il acquiert, l'exploitant de l'installation doit préalablement remplir une attestation (annexe VIII ou X) qu'il adresse à son fournisseur et à son bureau de douane de rattachement.

[5] Les taux réduits prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes s'articulent avec les régimes d'exemption ou d'exonération prévus, par ailleurs, lorsque les conditions de leur application sont remplies.

Exemple : une cimenterie, dont l'activité est reprise dans la liste de l'arrêté du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et qui est intensive en énergie, utilise du fioul lourd dans ses fours.

L'exploitant bénéficie, pour cette activité de production d'un produit minéral non métallique, d'une exemption de la TIC (article 265 C du code des douanes). Le produit énergétique utilisé dans le processus de fabrication du ciment n'est pas soumis à la TIC. Pour le chauffage et l'éclairage des locaux, ainsi que pour les utilisations, hors processus de fabrication de ciment, l'opérateur peut bénéficier du taux réduit de la TIC sur les produits consommés comme combustible, dans le périmètre de l'installation, au titre des alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

I – Caractéristiques des régimes privilégiés de taxation

[6] Les régimes prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes visent uniquement les taxes intérieures de consommation. Par conséquent, les produits énergétiques admis au bénéfice de ces régimes, demeurent assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux taux normalement applicables.

[7] Pour la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) et la taxe intérieure de consommation sur le charbon (TICC), le champ d'application territorial de ces régimes est le territoire de la France métropolitaine ainsi que les départements d'outre-mer (DOM).

Pour la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), le champ d'application territorial est le territoire de la France métropolitaine.

[8] Les réductions de taux, prévues à l'article 265 *nonies* du code des douanes ne s'appliquent que dans le cas où les produits concernés sont utilisés comme combustibles.

[9] Les autorisations et attestations délivrées dans les autres États membres de l'Union européenne pour un régime similaire ne peuvent en aucun cas trouver application en France.

Les produits mis à la consommation en France au titre de ce régime doivent impérativement recevoir la destination prévue dans le cadre de ce régime et indiquée sur l'attestation applicable aux formalités de mise à la consommation ayant donné lieu à l'application d'un des taux réduits prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes. A défaut, l'exploitant de l'installation doit:

- soit acquitter le supplément de la TIC dû auprès de l'administration des douanes et droits indirects lorsqu'une installation a reçu des produits énergétiques soumis aux taux réduits prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes, et ne les a pas affectés à l'usage justifiant l'application de ces taux réduits ;
- soit revendre les produits à son fournisseur ;
- soit, à défaut, rétrocéder les produits à un entrepositaire agréé afin qu'ils soient réintégrés sous un régime fiscal suspensif.

Dans la mesure où l'exonération des TIC est conditionnée par l'usage ouvrant droit à l'application du présent régime des produits sur le territoire national, ces produits ne peuvent pas faire l'objet d'une expédition après avoir acquitté une taxation à taux réduit dans le cadre du présent régime, vers un autre État membre de l'Union européenne.

[10] Le régime d'exonération est indépendant du régime douanier des produits concernés, les règles en matière de droits de douane restant fixées notamment par la réglementation douanière.

Il en résulte que les produits pétroliers admis au bénéfice de ce régime et importés d'un pays tiers sont, en cas de mise à la consommation, assujettis aux droits de douane fixés par la réglementation douanière.

Dans le cas des produits pétroliers dont l'assujettissement aux droits de douane dépend de leur destination, ces critères de destination sont fixés dans le tarif des douanes et déterminent le régime douanier du produit.

[11] L'article 265 *nonies* du code des douanes prévoit deux réductions distinctes au bénéfice :

- des installations grandes consommatrices d'énergie, soumises aux obligations prévues par la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (alinéas 1 et 2) ;

- des installations grandes consommatrices d'énergie qui, sans être soumises aux obligations de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003, exercent une activité reprise à l'annexe I de cette directive, mais n'atteignent pas les valeurs de seuils associées à ces activités, et qui relèvent des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone (alinéa 3).

A - Définition de l'installation visée aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes

[12] Pour l'application de ce critère :

L'installation est entendue comme une unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités prévues à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution. Il s'agit principalement d'activités dans les secteurs de l'aviation, de l'énergie (production d'électricité, raffinerie, cokerie, etc.), de la production et transformation des métaux ferreux (installations de grillage ou frittage de minerai métallique, installations pour la production de fonte ou d'acier, etc.), des industries minérales (production de ciment, de verre, céramiques, etc.), de la fabrication de papier et de carton.

Définition du périmètre de "l'unité technique" : il convient de se référer au dossier présenté par l'entreprise pour la mesure de l'activité ETS (activité qui soumet l'installation au système d'échange de quotas) et de ses émissions de gaz à effet de serre. Chaque installation fait l'objet d'un plan de surveillance, tel que défini à l'annexe I du règlement n° 601/2012, qui comprend notamment une description de l'installation et des flux associés à l'installation. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'administration des douanes et droits indirects par l'exploitant de l'installation. Il définit le périmètre de l'installation susceptible de bénéficier du régime fiscal privilégié et, par voie de conséquence, permet d'apprécier les consommations énergétiques qui y sont réalisées.

L'installation peut voir appliquer à ses consommations de produits énergétiques à usage combustible, un taux réduit des TIC égal au taux en vigueur du 31 décembre 2013, et, depuis le 1^{er} janvier 2016, un taux égal à 1,52 euros par mégawattheure pour la TICG. À cette fin, elle doit remplir cumulativement les deux conditions suivantes :

- être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
- être grande consommatrice d'énergie.

1 - Être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

[13] L'installation doit remplir l'une des deux conditions suivantes :

- exercer une activité, mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ;
- être incluse dans le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, conformément à la procédure prévue à l'article 24 de la directive 2003/87/ CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003.

a) Exercer une activité reprise à l'annexe I de la directive 2003/87/CE et être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

[14] L'installation doit exercer une activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Elle est soumise aux dispositions de cette directive :

- lorsque son activité atteint ou dépasse les valeurs seuils associées à ces activités, lorsqu'elles sont précisées ;
- lorsqu'elle est reprise à l'arrêté du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020. Pour la troisième période (2013-2020), un nouveau dispositif a été mis en place pour étendre le champ d'application du système et modifier les modalités d'allocation des quotas.

b) Être incluse dans le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, conformément à la procédure prévue à l'article 24 de la directive 2003/87/ CE et être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

[15] L'installation est incluse dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre prévu par la directive 2003/87/CE :

- si elle a fait l'objet de la procédure dite "d'opt-in" prévue à l'article 24 de cette même directive ; l'inclusion d'activités et de gaz supplémentaires étant approuvée par la Commission européenne ;
- si elle est reprise à l'arrêté du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020.

[16] Lorsqu'une installation est éligible au bénéfice du taux réduit, les exploitants utilisant des produits énergétiques dans l'enceinte de cette installation peuvent demander, à leurs fournisseurs respectifs, l'application du tarif réduit de la TIC pour les consommations qui leur sont facturées. Ainsi, pour une même installation, plusieurs attestations ouvrant droit au régime fiscal privilégié peuvent être déposées auprès des fournisseurs et des services des douanes.

2 - Etre grande consommatrice d'énergie

[17] Deux critères, alternatifs permettent de déterminer l'intensité énergétique d'une installation et d'identifier si l'installation est grande consommatrice d'énergie au sens du paragraphe [10] de la présente circulaire :

- (1) les achats d'électricité, de chaleur et d'autres produits énergétiques, effectués pour les besoins de l'installation, représentent au moins 3 % de la valeur de sa production ;

La valeur des achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques correspond au coût réel toutes taxes comprises, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée ayant donné lieu à déduction ou remboursement :

- de ces produits acquis par l'installation elle-même ou pour son compte et utilisés comme combustibles ;
- des produits énergétiques, de la chaleur et de l'électricité produits par l'installation elle-même et utilisés comme combustibles pour les besoins de son activité. Dans cette hypothèse, le coût des achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques, qui ont été affectés à la production d'électricité et de chaleur, ou d'autres produits énergétiques, par l'installation elle-même, sont soustraits du coût réel ;
- y compris le coût d'acheminement de ces produits et les autres frais afférents à leur fourniture, lorsque ces coûts ou ces frais sont facturés distinctement en plus du prix des produits fournis.

Les coûts relatifs aux produits énergétiques et l'électricité, utilisés comme carburant pour la propulsion de véhicules ou de tout autre engin à moteur, ne doivent pas être pris en compte.

La valeur de la production s'entend du chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 *sexies* du code général des impôts, augmenté des subventions directement liées au prix du produit, plus ou moins la variation des stocks de produits finis, les travaux en cours et les biens ou les services achetés en vue de leur revente, diminué des acquisitions de biens et services destinés à la revente.

- (2) ou le montant total des taxes applicables à l'électricité et aux produits énergétiques afférents aux consommations de l'installation représente au moins 0,5 % de sa valeur ajoutée.

Pour le calcul de ce ratio, il faut prendre en compte le montant total des taxes applicables à l'électricité et aux produits énergétiques consommés par les installations, qui aurait été dû, sans application des exonérations, exemptions, réductions de taux et autres dispositions relatives au non acquittement des taxes intérieures de consommation prévues par le code des douanes.

NB : La contribution du service public de l'électricité (CSPE), telle que définie par le code de l'énergie, avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, qui l'intègre dans le régime de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité, doit être incluse dans le calcul du montant des taxes applicables à l'électricité et aux produits énergétiques, pour la période considérée.

Ainsi, par exemple, afin de déterminer si elle est éligible au régime visé aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes, une installation qui bénéficie du régime d'exonération de la TIC pour production d'électricité, ou du régime de non taxation pour la fabrication de produits minéraux non métalliques, doit prendre en compte le montant des taxes qui auraient été applicables aux produits énergétiques qu'elle utilise, si ces derniers n'avaient pas bénéficié d'une exonération ou d'une exemption.

La valeur ajoutée s'entend du chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 *sexies* du code général des impôts y compris les exportations, diminué des achats soumis à la taxe sur la valeur ajoutée y compris les importations.

Si la valeur ajoutée de l'installation bénéficiaire est négative, l'intensité énergétique est réputée supérieure à 0,5 %.

[18] Quel que soit le critère retenu pour déterminer l'intensité énergétique, il est fait application de la règle suivante :

- Lorsque l'installation bénéficiaire ne réalise pas de chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 *sexies* du code général des impôts, les éléments permettant de calculer les ratio visés aux (1) et (2) du paragraphe [16] de la présente circulaire, spécifiques à l'installation sont établis par tous moyens à partir de la comptabilité analytique tenue par l'établissement qui exploite l'installation bénéficiaire.
- Lorsque l'établissement bénéficiaire ne tient pas de comptabilité analytique permettant d'apprécier ces éléments, ceux-ci sont établis à partir des informations relatives à l'entité juridique dont relève l'installation.
- Si l'installation n'a pas de chiffre d'affaires propre (ex : ses achats sont effectués au nom de l'établissement auquel elle appartient et sa production apparaît uniquement dans les comptes de cet établissement), ce dernier est établi à partir des informations suivantes :
 - soit l'établissement (auquel appartient l'installation) tient une comptabilité analytique permettant de déterminer spécifiquement l'activité de l'installation bénéficiaire ;
 - soit l'établissement (auquel appartient l'installation) ne tient pas de comptabilité analytique permettant de déterminer l'activité de ladite installation. Elle ne dispose que de chiffres globalisés. Dans ce cas, le calcul du ratio s'apprécie sur la base de l'activité globale de l'établissement (entité juridique dont relève l'installation).

B - Définition de l'installation visée à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* du code des douanes

[19] Pour l'application de ce critère :

L'installation est entendue comme une unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités prévues à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution. Il s'agit principalement d'activités dans les secteurs de l'aviation, de l'énergie (production d'électricité, raffinerie, cokerie, etc.), de la production et transformation des métaux ferreux (installations de grillage ou frittage de minerai métallique, installations pour la production de fonte ou d'acier, etc.), des industries minérales (production de ciment, de verre, céramiques, etc.), de la fabrication de papier et de carton.

L'installation pour les besoins de laquelle un taux réduit des TIC égal au taux en vigueur à la date du 31 décembre 2014, et, à compter du 1^{er} janvier 2016, un taux égal à 1,60 euros par mégawattheure pour la TICGN, peuvent être appliqués à ses consommations de produits énergétiques à usage combustible, doit remplir cumulativement les deux conditions suivantes :

- exercer une activité, mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE, sans application des valeurs seuils associées, et qui relève des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone ;
- être grande consommatrice d'énergie.

1 - Exercer une activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003, sans application des valeurs de seuil associées, et qui relève des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone

a) Exercer une activité reprise à l'annexe I de la directive 2003/87/CE sans application des valeurs de seuils associées

[20] L'installation concernée par ce dispositif exerce une activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE mais n'est pas couverte, par la directive 2003/87/CE car les seuils de puissance calorifique de combustion, ou de capacité de production associés à l'activité reprise à l'annexe I de la directive ne sont pas atteints.

Une installation qui relève de l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* du code des douanes n'est pas reprise dans l'arrêté du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020.

b) Exercer une activité qui relève des secteurs et sous-secteur exposés à un risque de fuite de carbone

[21] L'installation doit relever des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone.

Les secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone pour la période 2015 -2019 sont repris en annexe de la décision n° 2014/746/UE de la Commission du 27 octobre 2014 (cf. annexe III de la présente circulaire).

Pour établir cette liste, la Commission a évalué le risque de fuite de carbone des secteurs et sous-secteurs au niveau 4 (4 chiffres) de la NACE (nomenclature statistique des activités économiques dans l'Union). Le niveau 4 de la NACE est le niveau correspondant à la disponibilité optimale des données, permettant de définir les secteurs avec précision.

Un secteur est caractérisé par un code à 4 chiffres dans la classification NACE, et un sous-secteur par un code CPA à 6 chiffres ou un code Prodcod à 8 chiffres, ce qui correspond à la classification des marchandises utilisée pour les statistiques sur la production industrielle dans l'Union, et qui découle directement de la classification NACE.

Exemple : Une installation utilise du fioul et du gaz naturel pour son activité de production de papier et de carton. Elle est grande consommatrice d'énergie et sa production est inférieure à 20 tonnes par jour.

Son activité est reprise à l'annexe I de la directive 2003/87/CE, mais, pour que l'installation soit soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et entre dans le champ d'application de la directive 2003/87/CE, sa production devrait être supérieure à 20 tonnes par jour.

Au cas d'espèce, l'installation ne peut pas bénéficier du tarif réduit visé aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes. Si l'installation concernée est grande consommatrice d'énergie, elle n'est pas soumise au système d'échange de quotas de la directive 2003/87/CE.

En revanche, son activité (production de papier et de carton) étant reprise dans la liste de l'annexe I de la directive précitée et également en annexe de la décision n° 2014/746/UE de la Commission du 27 octobre 2014 (code NACE 1712), qui fixe la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone pour la période 2015 -2019, cette installation peut bénéficier du taux réduit de la TIC prévu à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

2 - Etre grande consommatrice d'énergie

[22] L'installation doit être grande consommatrice d'énergie au sens des dispositions du 2 du A du I de la présente circulaire.

C – Produits entrant dans le champ d'application de l'article 265 *nonies*

[23] Peuvent être taxés aux taux prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes :

- les produits énergétiques visés à l'article 265 du code des douanes, et soumis à la TICPE quand il sont utilisés comme combustible ;
- le gaz naturel visé à l'article 266 *quinquies* du code des douanes ;
- les houilles, lignites et cokes visés à l'article 266 *quinquies* B du code des douanes.

Le pétrole lampant, certains gazoles à fiscalité privilégiée, et par, extension, le white spirit utilisés dans le cadre de ce régime, n'ont pas l'obligation d'être tracés au moyen du marqueur fiscal commun, « le Solvent Yellow 124 » .

D – Les modalités de taxation des produits entrant dans le champ d'application de l'article 265 *nonies*

[24] Le taux prévu à l'article 265 *nonies* du code des douanes, applicable aux produits visés à l'article 265 du code des douanes, pour lesquels aucun taux de taxe n'est fixé dans le tableau B de cet article, utilisés comme combustible, correspond au taux applicable pour le combustible équivalent, prévu aux articles 265, 266 *quinquies*, et 266 *quinquies* B du code des douanes.

[25] Les taux réduits mentionnés à l'article 265 *nonies*, quel que soit le cas de figure envisagé à cet article s'appliquent uniquement aux produits énergétiques destinés à un usage combustible, dans les installations concernées y compris lorsqu'ils y sont utilisés pour le chauffage des locaux, l'éclairage et les activités annexes au(x) processus industriel(s) mis en oeuvre dans le périmètre de l'installation en cause.

E – Le statut des opérateurs concernés

1 - Produits visés à l'article 265 du code des douanes soumis à la TICPE

[26] Sont considérés comme "fournisseurs", au sens du 1° de l'article 4 du décret n° 2014-913 modifié, pour les produits soumis à TICPE, les opérateurs qui effectuent les formalités pour l'acquittement de la TICPE dans le cadre du présent régime.

Les fournisseurs au sens du 1° de l'article 4 du décret n° 2014-913 modifié peuvent recevoir, manipuler, et stocker, dans leurs établissements, des produits qui ont été soumis à un taux réduit des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques prévu à l'article 265 *nonies*, en vue de les vendre à une installation bénéficiaire détenant une attestation, dans le cadre du présent régime.

Ils sont, par ailleurs, autorisés de droit à procéder à certaines manipulations sur des produits soumis à une taxation à taux réduit dans le cadre du présent régime et stockés dans leurs installations. Sont notamment autorisés le conditionnement ou le reconditionnement des produits, l'ajout de produits chimiques ou autres additifs (ex : colorants, parfums, anti-moisissures, lubrifiants, etc.). Toutefois, les opérations autorisées dans ce cadre ne doivent pas pouvoir être assimilées à une fabrication d'huiles minérales pour lesquelles un taux de taxe est fixé au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes. Une fabrication s'analyse *a minima* comme le changement de position tarifaire du produit.

[27] Dans l'hypothèse où l'exploitant de l'installation recevrait directement des produits énergétiques d'un autre État membre, ou en suite d'importation, en vue de les utiliser dans le cadre du présent régime, l'exploitant de l'installation devrait procéder à la mise à la consommation des produits à taux réduit pour leur usage combustible. Dans ce cas, l'exploitant de l'installation est également le fournisseur, et doit accomplir les obligations attachées aux deux statuts.

[28] Lorsque le fournisseur reçoit les produits en suspension de taxes d'un autre État membre de l'Union européenne, il doit obligatoirement disposer, préalablement à toute introduction des produits, du statut d'entrepositaire agréé (EA), de destinataire enregistré (DE) ou de destinataire enregistré à titre occasionnel (DETO) dans le domaine des produits énergétiques, dans les conditions prévues par la DA n° 12-040 du 26 octobre 2012 sur la circulation des produits énergétiques et formalités applicables pour l'acquittement de la fiscalité.

2 - Produits soumis à la TICGN ou à la TICC

[29] Le redevable est soit :

- le fournisseur chargé de livrer le produit à l'installation destinataire sur le territoire français. Il facture la TIC à ses clients lors de ses livraisons. Le fait générateur de la taxation intervient lorsque le gaz naturel ou les houilles, lignites et cokes sont livrés à une installation éligible en France ;
- l'exploitant de l'installation, lorsque celui-ci procède directement à une importation, une introduction, une extraction ou une production de gaz naturel ou de charbon pour son propre usage. Le fait générateur de la taxation intervient au moment de l'importation, de l'introduction ou de la consommation, en France, des produits énergétiques.

II – Obligations des opérateurs

A - Obligations de l'exploitant de l'installation

1 - Établissement et utilisation d'une attestation

[30] Afin de recevoir les produits énergétiques repris à l'article 265 du code des douanes ainsi que les houilles, lignites et cokes repris à l'article 266 quinquies B du code des douanes, à taux réduit, l'exploitant adresse, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 2014-913 du 18 août 2014, à son fournisseur, et à son bureau de douane de rattachement, une attestation certifiant que l'installation destinataire remplit les critères ouvrant droit au bénéfice des taux réduits.

L'attestation est datée et signée par le représentant légal de l'entreprise dont relève l'installation, ou par toute personne dûment mandatée par celui-ci.

L'attestation est adressée au fournisseur qui la conserve à l'appui de sa comptabilité. Lorsque l'exploitant de l'installation bénéficiaire est lui-même redevable de la TIC, l'attestation est conservée au sein de l'installation.

Le bureau de douane de rattachement de l'installation est également destinataire d'une copie de l'attestation établie par l'exploitant. Il conserve les photocopies des différentes attestations qui lui sont transmises.

[31] Afin de recevoir du gaz naturel à taux réduit, l'attestation permettant de recevoir du gaz naturel à taux réduit de la TICGN prend la forme du Cerfa n° 1714*04, par lequel l'utilisateur peut solliciter simultanément une exemption, une exonération ou un taux réduit de la TICGN au titre de l'article 265 *nonies* du code des douanes. Cette attestation est reprise à l'annexe 3 de la circulaire du 13 avril 2016 relative à la TICGN.

Attention : La procédure applicable aux utilisateurs pour la mise en place d'un taux réduit de la TICGN est prévue aux paragraphes [105] et suivants de la circulaire du 13 avril 2016 relative à la TICGN.

[32] L'attestation fournie par les exploitants des installations visées aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes (annexe VIII) :

- comporte des informations relatives à l'identification de l'installation, de l'entreprise et des produits énergétiques concernés ;
- atteste que l'installation est soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre au titre de l'année civile au cours de laquelle l'attestation s'applique ;
- certifie que l'installation était grande consommatrice d'énergie au cours de l'année civile qui précède la période au titre de laquelle l'attestation s'applique ou au cours du dernier exercice clos, s'il ne coïncide pas avec l'année civile.

Exemple : un opérateur dépose une attestation le 24 octobre 2015. Par cette attestation, l'opérateur certifie bénéficier du système d'échange de quotas pour l'année 2015, et certifie que sur l'année 2014, son installation remplissait les critères de l'intensivité énergétique.

Une personne qui débute son activité au cours de l'année, et qui, sur la base d'estimations, certifie être en mesure de respecter, sur l'année en cours, les critères d'éligibilité à l'un des taux réduits prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes, peut adresser, à son fournisseur, une attestation lui permettant de recevoir des produits énergétiques à un taux réduit, sous réserve de justifier du respect effectif de ces critères, et/ou de régulariser sa situation, lors de la transmission de l'état

récapitulatif annuel correspondant à son bureau de douane de rattachement.

[33] L'attestation fournie par les exploitants des installations visées à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* du code des douanes (annexe X) :

- comporte des informations relatives à l'identification de l'installation, de l'entreprise et des produits énergétiques concernés ;
- atteste que l'installation exerce une activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003, sans application des valeurs de seuils associées, le cas échéant, à cette activité et qui relève des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, au titre de l'année civile au cours de laquelle l'attestation s'applique ;
- certifie que l'installation était grande consommatrice d'énergie au cours de l'année civile qui précède la période au titre de laquelle l'attestation s'applique, ou au cours du dernier exercice clos, s'il ne coïncide pas avec l'année civile.

[34] L'attestation produit ses effets à compter de l'accusé de réception par le fournisseur des produits énergétiques. Le fournisseur conserve l'accusé de réception de l'attestation.

[35] L'attestation est valable pendant toute la durée du contrat de fourniture des produits énergétiques pour les besoins de l'installation, qui lie l'exploitant de l'installation à ses fournisseurs. L'attestation n'a pas d'effet rétroactif et ne peut s'appliquer à des livraisons de produits énergétiques et notamment de produits pétroliers ou assimilés qui ont fait l'objet d'un acquittement de la TICPE antérieurement à la date d'effet de l'attestation, mais qui feraient l'objet d'une livraison et d'une facturation au destinataire final après cette même date.

[36] Les attestations reçues au plus tard le 10 du mois par le fournisseur sont prises en compte pour les fournitures de ce mois, non encore facturées. Les attestations reçues après le 10 du mois sont prises en compte pour les fournitures du mois suivant.

[37] Une nouvelle attestation est établie en cas de changement affectant l'identification de l'installation concernée ou de son exploitant, ainsi qu'en cas de changement de fournisseur.

Une nouvelle attestation doit cependant être établie dans les cas suivants en cas de changement de nom, de raison sociale, ou d'adresse de l'installation concernée.

Si, au cours du contrat de fourniture d'énergie, l'installation ne respecte plus les critères visés aux A et B du I de la présente circulaire, l'exploitant en informe, sans délai, le bureau de douane de rattachement et le fournisseur.

Si d'autres éléments essentiels, constitutifs de l'attestation, tels que, la nature des produits ou leur utilisation, et notamment les quantités utilisées dans le cadre du présent régime, sont modifiés, l'exploitant doit en informer le fournisseur ainsi que le bureau de douane territorialement compétent, au minimum un mois avant la date de la modification. L'exploitant de l'installation doit informer l'administration au moins un mois avant la date de fermeture de l'établissement ou de cessation de l'activité relevant du présent régime, le cas échéant.

Les exploitants conservent, pendant trois ans à compter de la date de clôture de l'exercice, les attestations établies durant celui-ci, ainsi que tout élément permettant de justifier le respect des critères ouvrant droit au bénéfice du régime. Ces documents sont présentés à première réquisition des agents de l'administration des douanes et droits indirects.

2- Etat récapitulatif du gaz naturel et du charbon utilisé à taux réduit

[38] Pour le 1^{er} juin de chaque année N, l'utilisateur de gaz naturel et de charbon bénéficiant d'une taxation à taux réduit, doit établir un état récapitulatif du gaz utilisé pendant l'année N-1, et l'adresser au bureau de douane dans le ressort duquel se trouvent les installations consommant le gaz naturel.

Cet état est accompagné des factures correspondant aux livraisons de gaz de l'année N-1. Il est établi en utilisant le formulaire Cerfa 13715*05 pour le gaz naturel, et du formulaire Cerfa 15489*01 pour le charbon.

Le bilan annuel du gaz et du charbon utilisés peut donner lieu à une régularisation de la TICGN ou de la TICC.

Selon les informations fournies sur le bilan et les factures de gaz jointes à l'appui de ce document, la TICGN ou la TICC est :

- soit remboursée à l'utilisateur de gaz lorsque celui-ci a supporté une TICGN ou une TICC supérieure à celle réellement due ;
- soit perçue par voie de liquidation supplémentaire lorsque la TICGN ou une TICC supportée dans l'année a été inférieure à celle réellement due.

La taxe remboursée ou perçue est exprimée en euros, et arrondie à l'euro le plus proche. La fraction d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1.

3 – Usage et suivi des produits

[39] Tout utilisateur doit utiliser les produits, ou leur donner une destination autorisée dans le cadre du présent régime c'est-à-dire rétrocéder ces produits à son fournisseur. A défaut, l'utilisateur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif. On entend par rétrocession, le fait de sortir les produits du présent régime d'exonération lorsque ces produits ne peuvent pas recevoir les destinations prévues dans le décret n° 2014-913 du 18 août 2014 modifié.

[40] L'usage de ce produit doit être conforme à la réglementation environnementale en vigueur en la matière.

[41] Il appartient aux exploitants des installations concernées de justifier par tous moyens que les produits énergétiques reçus et utilisés pour les besoins de l'installation en cause ont bien été utilisés à un usage combustible dans le périmètre de l'installation. À défaut, le différentiel des TIC doit être acquitté par l'exploitant de l'installation.

L'exploitant doit justifier de l'usage des produits. Cette justification peut être apportée au moyen d'une comptabilité matières [hebdomadaire] faisant apparaître, par espèce de produit :

- le stock initial ;
- les quantités reçues ;
- les quantités utilisées par l'installation ou les installations concernées si la comptabilité matières est utilisée pour le suivi de plusieurs installations exploitées par la personne titulaire de l'attestation ;
- les quantités destinées à l'usage de l'installation ou des installations concernées dans le cadre de ce régime si la comptabilité matières est utilisée pour le suivi de plusieurs installations exploitées par la personne titulaire de l'attestation ;

- les quantités effectivement affectées à chaque installation et utilisées dans le cadre de ce régime ;
- les quantités éventuellement rétrocédées ainsi que les coordonnées du repreneur, ou les quantités pour lesquelles le différentiel de TIC a été acquitté ;
- le stock final.

Les éléments de comptabilité ne sont pas soumis à une forme particulière, mais doivent s'appuyer sur des pièces justificatives.

[42] Lorsque les produits sont vendus au volume, il n'est pas exigé que la comptabilité matières soit tenue à 15° C. Les installations conservent néanmoins la possibilité de tenir une comptabilité matières à 15° C pour obtenir une plus grande rigueur comptable et faciliter l'explication d'éventuels manquants par rapport à l'utilisation des produits ;

[43] Les exploitants sont tenus de conserver pendant trois ans les documents justificatifs, et notamment les factures, relatifs aux quantités des produits reçus ou éventuellement vendus ou rétrocédés.

[44] L'administration est informée de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement de réception et d'utilisation des produits exonérés.

Cette information doit avoir lieu au moins un mois avant la date de fermeture de l'établissement ou de cessation de l'activité relevant du présent régime, le cas échéant. Dans ce cas, il doit utiliser les produits en stock dans le cadre du présent régime, ou revendre ces produits à son fournisseur, ou rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous régime fiscal suspensif, dans le délai prescrit par le services des douanes.

[45] Les produits acquis aux taux réduits prévus à l'article 265 *nonies* du code des douane peuvent uniquement être reçus et utilisés dans le périmètre de l'installation désignée dans l'attestation, où dans les lieux de stockage expressément mentionnés s'ils ne sont pas situés dans le périmètre de l'installation concernée.

B - Obligations du fournisseur

1 – Obligations applicables à tous les fournisseurs

[46] Pour pouvoir appliquer le taux de taxation prévu à l'article 265 *nonies* du code des douanes lors de l'accomplissement des formalités fiscales de mise à la consommation ou de versement sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés, et afin de justifier auprès de l'administration des douanes et droits indirects, la mise à la consommation de produits énergétiques avec l'application des taux réduits prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes, les fournisseurs doivent avoir reçu préalablement de leurs clients, l'attestation prévue à l'article 4 du décret n° 2014-913 du 18 août 2014 modifié.

[47] Tout fournisseur doit :

- déposer au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales, avant tout mise à la consommation des produits ou tout versement des produits sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés, l'exemplaire de l'attestation reçue du client auquel les produits sont destinés. Si de telles opérations sont effectuées, pour une même installation bénéficiaire d'un taux réduit prévu à l'article 265 *nonies*, auprès de plusieurs bureaux de douane, une photocopie de l'attestation doit être déposée auprès de chacun des bureaux.

- indiquer, sur chaque déclaration de mise à la consommation des produits énergétiques la désignation et l'adresse de l'installation bénéficiaire, ainsi que le lieu et l'adresse de réception et de stockage ou d'utilisation des produits, complétés par la référence à l'attestation correspondante et par l'indication du service des douanes de rattachement figurant sur l'attestation ;
- s'engager à livrer ces produits aux installations bénéficiaires désignées dans les déclarations ;
- tenir à la disposition du bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales un relevé mensuel des livraisons de produits, par installation bénéficiaire. Ce relevé doit comporter l'espèce tarifaire des produits déclarés, leur dénomination commerciale, leur quantité (selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal) ainsi que la désignation des installations bénéficiaires ;
- faire figurer, pour chaque livraison de produits aux installations destinataires, sur les factures ou documents en tenant lieu, les contrats de vente éventuels, et pour les produits conditionnés en emballages la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés." apposée sur les emballages en caractères apparents et de couleur distinctive.

L'ensemble des documents justificatifs doit être conservé pendant une durée de 3 ans à compter de la cessation du contrat de fourniture avec l'installation concernée.

2 – Obligations du fournisseur de produits soumis à la TICPE, qui reçoit, manipule, stocke et vend, les produits soumis à la TICPE à taux réduit

[48] Lorsque le fournisseur reçoit, manipule, stocke, dans ses établissements, et vend des produits ayant fait l'objet d'une mise à la consommation à un taux réduit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévu à l'article 265 *nonies* du code des douanes, à une installation bénéficiaire détenant une attestation dans le cadre du présent régime, il doit, en plus des obligations mentionnées aux paragraphes [46] et [47], respecter les obligations prévues aux paragraphes [49] à [66] de la présente circulaire.

[49] Le stockage et la manipulation des produits doivent être conformes à la réglementation environnementale, et notamment à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

[50] Le fournisseur justifie par tous moyens que les produits énergétiques reçus mis à la consommation dans le cadre du présent régime, ont été livrés à une installation qui détient une attestation dans le cadre du présent régime. À défaut, le différentiel de la TIC doit être acquitté par l'exploitant de l'installation.

Cette justification peut être apportée au moyen d'une comptabilité des produits, tenue par établissement de stockage ou lieu d'activité (en volume ou en poids selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal) qui fasse apparaître, jour après jour, les quantités (par espèce tarifaire et dénomination commerciale) :

- reçues ;
- livrées à des installations bénéficiaires et à d'autres fournisseurs (par espèce tarifaire et dénomination commerciale) ;
- rétrocédées à un entrepositaire agréé (par espèce tarifaire et dénomination commerciale, et par entrepositaire agréé) ;
- en stock.

Cette comptabilité comprend les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou rétrocédées, et donner lieu à un arrêté à la fin de chaque trimestre.

[51] Lorsque le fournisseur possède plusieurs lieux de stockage ou d'activité, la tenue centralisée de la comptabilité de ses établissements et lieux d'activité est autorisée à condition que la comptabilité

matières de chaque établissement ou lieu d'activité soit reprise de façon spécifique. Il n'est donc pas exigé que cette comptabilité soit établie sur le lieu même du stockage ou de l'activité autorisée. Elle doit, toutefois, pouvoir être rapidement consultée ou mise à la disposition des services douaniers lors de tout contrôle.

[52] Lorsque les produits sont vendus au volume, il n'est pas exigé qu'il soit fait référence dans la comptabilité au volume à 15°C. Les fournisseurs conservent néanmoins la possibilité de tenir une comptabilité matières à 15°C pour obtenir une plus grande rigueur comptable et faciliter l'explication des éventuels déficits.

[53] Le fournisseur adresse, avant le 10 du mois suivant la fin d'un trimestre, au bureau de douane de rattachement de chaque lieu d'activité ou de chaque établissement de stockage, une déclaration d'activité (selon le modèle repris en annexe XII) relative aux opérations du trimestre précédent, indiquant, par produit (espèce tarifaire) :

- les quantités reçues durant le trimestre ;
- les quantités livrées à des installations bénéficiaires du présent régime ;
- les quantités rétrocédées au cours du trimestre par entrepositaire agréé ;
- la situation du stock comptable en fin de trimestre.

Les factures ou bons de livraison des fournisseurs n'ont pas à être systématiquement joints à la déclaration trimestrielle d'activité. Ces documents doivent toutefois être tenus à la disposition de l'administration afin de justifier les quantités de produits reçues dans l'établissement.

[54] Le fournisseur établit, pour chaque vente ou livraison de produits, une facture ou un document en tenant lieu, précisant la nature et la quantité du produit livré, la date de vente ou de livraison ainsi que la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisés à recevoir le produit, complétés par la référence de la décision d'autorisation correspondante.

[55] Le fournisseur doit donner aux produits les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, c'est-à-dire les vendre à une installation bénéficiaire disposant d'une attestation dans le cadre du présent régime ou les rétrocéder à un autre fournisseur qui reçoit, manipule, stocke et vend les produits soumis à la TICPE après leur mise à la consommation, conformément aux dispositions du présent régime. A défaut, le fournisseur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

[56] La vente de produits relevant du présent régime au moyen d'appareils automatiques de distribution est strictement interdite

[57] Lorsque les fournisseurs détiennent et vendent du combustible liquide pour appareils mobiles de chauffage (CLAMC), du pétrole lampant ou du white spirit à usage combustible tracés au moyen du traceur européen (solvent yellow 124), ces produits ne peuvent, en aucun cas, être mélangés au pétrole lampant ou au white spirit utilisés dans le cadre du présent régime.

Dans la mesure où ces produits doivent faire l'objet d'un traçage et d'un étiquetage spécifique lorsqu'ils font l'objet d'un usage combustible, les fournisseurs ne peuvent, en aucun cas, vendre les produits initialement déclarés à un usage à taux réduit dans le cadre du présent régime, à une installation ne disposant pas d'attestation dans le cadre de ce régime, même en acquittant la TICPE correspondant à l'usage combustible sur ces produits.

En outre, dans la mesure où le traceur européen doit obligatoirement être incorporé sous régime fiscal suspensif, c'est-à-dire en entrepôt fiscal de production ou de stockage, un distributeur ne peut

pas procéder, dans ses installations, au traçage des produits précités. Si ce fournisseur possède, par ailleurs, le statut d'entrepôt agréé, il ne peut effectuer ce traçage qu'au sein d'un entrepôt fiscal.

[58] Le fournisseur informe le bureau de douane de rattachement de la fermeture de l'établissement concerné, de la cessation de l'activité de distribution pour un usage exonéré de cet établissement ou du changement du lieu d'activité, ou des modifications apportées à ses installations de stockage et, d'une manière générale, de toute modification relative à l'agencement des appareils et installations de l'établissement servant à la réception, au stockage, à la manipulation et à la distribution de ces produits.

En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, le fournisseur doit en informer l'administration au moins un mois avant la date de l'événement. Il doit donner aux produits énergétiques en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations autorisées par le présent régime et précisées ci-dessus.

C - Autres prescriptions

[59] Ces prescriptions s'appliquent :

- à l'exploitant d'une installation bénéficiaire utilisant des produits soumis à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques à un des taux réduits de l'article 265 *nonies* du code des douanes ;
- au fournisseur qui reçoit, manipule, stocke des produits dans ses établissements, et vend des produits énergétiques qui ont été soumis à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques à un des taux réduits de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

a) Taux de perte

[60] Un taux de perte peut être fixé dans l'attestation de l'installation, notamment en cas de manipulation des produits. Dans ce cas, l'exploitant de l'installation bénéficiaire ou le fournisseur doivent fournir tous justificatifs utiles (fiche de fabrication notamment) pour permettre à la direction régionale compétente de fixer un taux de perte, éventuellement par produit et par type d'utilisation.

b) Traitement des produits et des déchets obtenus après utilisation des produits

[61] L'utilisation, les manipulations ou le stockage des produits, peuvent concourir à l'obtention de produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du code des douanes, et notamment de déchets d'huiles. Dans tous les cas, l'utilisation des produits ainsi obtenus à la carburation ou à la combustion est taxable.

[62] Si les produits résiduels sont des produits énergétiques figurant au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes, ils peuvent être :

- soit réutilisés par l'installation bénéficiaire en exonération de la TICPE sous le couvert de l'attestation détenue par cette dernière dans le cadre du présent régime ;
- soit soumis à taxation selon leur usage ;
- soit rétrocédés à un entrepositaire agréé afin d'être réintégrés sous sujétion douanière (entrepôt fiscal de stockage, de production ou de valorisation). Les déclarations d'entrée dans ces établissements sous régime fiscal suspensif doivent préciser qu'il s'agit de produits repris à un utilisateur bénéficiant de ce régime ;
- soit exportés vers un pays tiers à l'Union européenne. Les formalités d'exportation doivent être effectuées au bureau de douane de rattachement, sauf décision du chef du bureau de douane

autorisant l'utilisateur à procéder aux formalités d'exportation dans un autre bureau de douane.

[63] Si les produits résiduels sont des déchets ou des résidus d'hydrocarbures, le « producteur » de ces déchets doit établir, sans préjudice des documents et formalités prévues par la réglementation environnementale, une déclaration fiscale d'accompagnement des déchets (DFA) lors du transfert de ces produits vers leur lieu de traitement ou d'élimination sur le territoire national, selon les modalités prévues dans la DA n°09-042 du 30 juin 2009 relative au régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures.

La combustion des déchets taxables au sens de la DA n°09-042 du 30 juin 2009 relative au régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures, est taxable au taux de la TIC correspondant au produit énergétique équivalent, dans les conditions prévues par la DA n°09-042 du 30 juin 2009 relative au régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures.

c) Dispositions relatives au barèmage des cuves de stockage des produits énergétiques mentionnées à l'article 265 du code des douanes

[64] L'installation bénéficiaire ou le fournisseur qui reçoit, manipule ou stocke des produits doit utiliser, dans son établissement de stockage pour l'entreposage des produits en exonération, des bacs, citernes ou réservoirs jaugés et munis de leur barème de jauge. Il n'est pas exigé que le barèmage ait été effectué par le service des instruments de mesure ou un organisme agréé. Le barème de jauge existant (généralement fourni par le constructeur) doit permettre un mesurage correct des produits.

d) Stockage des produits

[65] Le stockage de produits énergétiques à taux réduit en conditionné (fûts, bidons et emballages analogues), doit faire l'objet d'un entreposage spécifique au sein de l'installation. Les produits reçus avec un tarif réduit, ne peuvent pas être stockés en mélange avec des produits similaires non admis au bénéfice de ce régime.

e) Suivi et contrôle du régime

[66] L'installation est tenue, à première réquisition, de laisser les fonctionnaires des douanes et droits indirects visiter les installations, recenser les stocks de produits et prélever les échantillons nécessaires à des analyses. De manière générale, l'installation facilite l'accomplissement des contrôles en mettant à disposition des agents des douanes et droits indirects, gratuitement, le personnel et le matériel nécessaires.

III- Remboursement

A - Principe

[67] Le remboursement de la TIC peut intervenir dans les hypothèses suivantes :

- lorsque les produits destinés à une installation visée à l'article 265 *nonies* du code des douanes ont supporté la TIC à taux plein sur une période antérieure à l'établissement de l'attestation, au bénéfice de l'installation bénéficiaire qui a supporté la taxe lors de l'achat du produit énergétique. L'exploitant peut demander le remboursement de la fraction de la TIC égale à la différence entre le tarif de la TIC applicable au moment de la mise à la consommation et le tarif en vigueur le 31 décembre 2013 pour les installations mentionnées au I de l'article 1er ou le tarif en vigueur le 31 décembre 2014 pour les installations mentionnées au II du même article ;
- lorsqu'un opérateur, distributeur intermédiaire, non redevable des taxes intérieures de

consommation, a fourni à une installation mentionnée à l'article 265 *nonies* du code des douanes, des produits énergétiques ayant supporté la TIC à taux plein, l'exploitant de l'installation peut demander le remboursement de la fraction de taxe intérieure, égale à la différence entre le tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques applicable au moment de la mise à la consommation et le tarif en vigueur le 31 décembre 2013 pour les installations mentionnées au I de l'article 1er ou le tarif en vigueur le 31 décembre 2014 pour les installations mentionnées au II du même article, en adressant une demande de remboursement au service des douanes territorialement compétent ;

- lorsqu'un opérateur a acquitté la TIC à taux plein sur un produit destiné à une installation bénéficiaire dans le cadre du présent régime, sans l'avoir répercutée auprès du client éligible au régime privilégié, au bénéfice du redevable à la TIC qui a mis à la consommation un produit énergétique destiné à un usage ouvrant droit à l'un des taux réduits prévus à l'article 265 *nonies*, cet opérateur peut demander à l'administration des douanes et droits indirects, le remboursement de la fraction de la TIC égale à la différence entre le tarif de la TIC applicable au moment de la mise à la consommation et le tarif en vigueur le 31 décembre 2013 pour les installations mentionnées au I de l'article 1er ou le tarif en vigueur le 31 décembre 2014 pour les installations mentionnées au II du même article.

B - Procédure

[68] Pour le fournisseur, la demande de remboursement est effectuée auprès du bureau de douane dans le ressort duquel se situe son siège social, à condition qu'il ait acquitté la TIC à taux plein auprès de l'administration des douanes et droits indirects, et livré le produit à taux réduit à son client..

La demande doit :

- mentionner la taxe concernée ;
- contenir l'exposé des moyens et conclusions du demandeur ;
- porter la signature du demandeur ou de son mandataire.

La demande comporte, en outre, les pièces suivantes:

- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur, pour les produits soumis à la TICPE ;
- la copie de ses déclarations d'existence et d'acquittement pour le redevable de la TICGN ou de la TICC ;
- l'indication de l'installation bénéficiaire ;
- la copie de l'attestation permettant au client final de bénéficier du taux réduit visé à l'article 265 *nonies* du code des douanes ;
- la copie des factures de vente des produits à l'installation bénéficiaire ;
- une attestation de prise en charge de ces produits dans l'installation ;
- une attestation de non reperçussion de la taxe;
- un relevé d'identité bancaire.

[69] Pour l'installation bénéficiaire des taux réduits prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes, la demande de remboursement de la TIC doit être effectuée auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu d'utilisation du produit :

La demande doit :

- mentionner la taxe concernée ;

- contenir l'exposé des moyens et conclusions du demandeur ;
- porter la signature du demandeur ou de son mandataire.

Le demandeur doit, en outre, fournir :

- la copie des factures d'achat des produits énergétiques concernés avec indication de l'installation bénéficiaire ;
- une attestation du fournisseur indiquant qu'il a acquitté la TIC auprès de l'administration des douanes et droits indirects et refacturé la taxe. Dans le cas où le fournisseur vend le produit à un distributeur intermédiaire, ce dernier devra fournir un document attestant qu'il a répercuté la taxe sur l'utilisateur final ;
- les documents permettant d'établir, selon le cas, la valeur ajoutée, ou la valeur de la production ;
- la comptabilité matières reprenant, par installation, les entrées et les sorties de produits utilisés à un usage privilégié ;
- les documents justificatifs de la valeur ajoutée ou de la valeur de la production, selon le régime ;
- une copie de l'attestation ouvrant droit à l'un des régimes prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes et les documents et les pièces justificatives prouvant que l'installation remplissait les critères prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes sur la période faisant l'objet de la demande ;
- un relevé d'identité bancaire.

C - Précisions relatives à la TVA

[70] La direction générale des finances publiques est compétente pour d'éventuels remboursements de la TVA sur les produits entrant dans le champ du présent régime.

▼M4

ANNEXE I

CATÉGORIES D'ACTIVITÉS AUXQUELLES S'APPLIQUE LA PRÉSENTE DIRECTIVE

1. Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés, ainsi que les installations utilisant exclusivement de la biomasse, ne sont pas visées par la présente directive.
2. Les valeurs seuils citées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou à des rendements. Si une même installation met en œuvre plusieurs activités relevant de la même catégorie, les capacités de ces activités s'additionnent.
3. Pour calculer la puissance calorifique totale de combustion d'une installation afin de décider de son inclusion dans le système communautaire, on procède par addition des puissances calorifiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des carburants sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent notamment figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts-fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sécheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères, ainsi que les unités de postcombustion thermique ou catalytique. Les unités dont la puissance calorifique de combustion est inférieure à 3 MW et les unités qui utilisent exclusivement de la biomasse ne sont pas prises en considération dans ce calcul. Les «unités qui utilisent exclusivement de la biomasse» comprennent les unités qui utilisent des combustibles fossiles dans les phases de démarrage ou d'extinction de l'unité.
4. Si une unité met en œuvre une activité dont le seuil n'est pas exprimé en puissance calorifique totale de combustion, c'est le seuil utilisé pour cette activité qui détermine l'inclusion dans le système communautaire.
5. Lorsqu'une installation dépasse le seuil de capacité défini pour une activité dans la présente annexe, toutes les unités de combustion de carburants, autres que les unités d'incinération de déchets dangereux ou municipaux, sont incluses dans le permis d'émission de gaz à effet de serre.
6. À compter du 1^{er} janvier 2012, tous les vols à l'arrivée ou au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre soumis aux dispositions du traité sont couverts.

Activités	Gaz à effet de serre
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	Dioxyde de carbone
Raffinage de pétrole	Dioxyde de carbone
Production de coke	Dioxyde de carbone
Grillage ou frittage, y compris pelletisation, de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)	Dioxyde de carbone
Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferro-alliages) lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées. La transformation comprend, notamment, les laminoirs, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage.	Dioxyde de carbone

▼ **M4**

Activités	Gaz à effet de serre
Production d'aluminium primaire	Dioxyde de carbone et hydrocarbures perfluorés
Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées.	Dioxyde de carbone
Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de chaux, y compris la calcination de dolomite et de magnésite, dans des fours rotatifs ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de matériau isolant en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.	Dioxyde de carbone
Séchage ou calcination du plâtre ou production de planches de plâtre et autres compositions à base de plâtre, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées.	Dioxyde de carbone
Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses.	Dioxyde de carbone
Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	Dioxyde de carbone
Production de noir de carbone, y compris la carbonisation de substances organiques telles que les huiles, les goudrons, les résidus de craquage et de distillation, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production d'acide nitrique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'acide adipique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote

▼ **M4**

Activités	Gaz à effet de serre
Production de glyoxal et d'acide glyoxylique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'ammoniac	Dioxyde de carbone
Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production d'hydrogène (H ₂) et de gaz de synthèse par reformage ou oxydation partielle avec une capacité de production supérieure à 25 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de soude (Na ₂ CO ₃) et de bicarbonate de sodium (NaHCO ₃)	Dioxyde de carbone
Captage des gaz à effet de serre produits par les installations couvertes par la présente directive en vue de leur transport et de leur stockage géologique dans un site de stockage agréé au titre de la directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone
Transport par pipelines des gaz à effet de serre en vue de leur stockage dans un site de stockage agréé au titre de la directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone
Stockage géologique des gaz à effet de serre dans un site de stockage agréé au titre de la directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone
Aviation	Dioxyde de carbone
Vols au départ ou à l'arrivée d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre soumis aux dispositions du traité.	
Sont exclus de cette définition:	
a) les vols effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, un monarque régnant et sa proche famille, des chefs d'État, des chefs de gouvernement et des ministres, d'un pays autre que les États membres, lorsque cela est corroboré par une indication appropriée du statut dans le plan de vol;	
b) les vols militaires effectués par les avions militaires et les vols effectués par les services des douanes et de la police;	
c) les vols de recherche et de sauvetage, les vols de lutte contre le feu; les vols humanitaires et les vols médicaux d'urgence autorisés par l'autorité compétente;	
d) les vols effectués exclusivement selon les règles de vol à vue telles que définies à l'annexe 2 de la convention de Chicago;	
e) les vols se terminant à l'aéroport d'où l'aéronef avait décollé et au cours desquels aucun atterrissage intermédiaire n'a été effectué;	

▼ **M4**

Activités	Gaz à effet de serre
<p>f) les vols d'entraînement effectués exclusivement aux fins d'obtention d'une licence, ou d'une qualification dans le cas du personnel navigant technique, lorsque cela est corroboré par une remarque adéquate sur le plan de vol, à condition que les vols ne servent pas au transport de passagers et/ou de marchandises, ni pour la mise en place ou le convoyage des aéronefs;</p> <p>g) les vols effectués exclusivement aux fins de travaux de recherche scientifique ou de contrôles, d'essais ou de certification d'aéronefs ou d'équipements qu'ils soient embarqués ou au sol;</p> <p>h) les vols effectués par des aéronefs dont la masse maximale certifiée au décollage est inférieure à 5 700 kg;</p> <p>i) les vols effectués dans le cadre d'obligations de service public imposées conformément au règlement (CEE) n° 2408/92 aux liaisons au sein des régions ultrapériphériques spécifiées à l'article 299, paragraphe 2, du traité ou aux liaisons dont la capacité offerte ne dépasse pas 30 000 sièges par an;</p> <p>j) les vols qui, à l'exception de ce point, relèveraient de cette activité, réalisés par un transporteur aérien commercial effectuant:</p> <ul style="list-style-type: none"> — soit moins de 243 vols par période pendant trois périodes consécutives de quatre mois, — soit des vols produisant des émissions totales inférieures à 10 000 tonnes par an. <p>Les vols effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, un monarque régnant et sa proche famille, des chefs d'État, des chefs de gouvernement et des ministres d'un État membre ne peuvent pas être exclus en vertu du présent point; et</p> <p>► M6 k) du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2020, les vols qui, à l'exception de ce point, relèveraient de cette activité, réalisés par un exploitant d'aéronef non commercial effectuant des vols dont les émissions annuelles totales sont inférieures à 1 000 tonnes par an. ◀</p>	

▼B

ANNEXE I

Contenu minimal du plan de surveillance (article 12, paragraphe 1)**1. Contenu minimal du plan de surveillance des installations**

Le plan de surveillance d'une installation contient au moins les informations ci-après:

1. des informations générales concernant l'installation:
 - a) une description de l'installation et des activités devant faire l'objet d'une surveillance qui sont réalisées dans cette installation, comprenant une liste des sources d'émission et des flux à surveiller pour chaque activité réalisée dans l'installation, conformément aux critères suivants:
 - i) cette description doit suffire à démontrer l'absence de double comptabilisation des émissions et de toute lacune dans les données;
 - ii) elle doit être accompagnée d'un diagramme simple indiquant les sources d'émission, les flux, les points d'échantillonnage et les équipements de mesure si l'autorité compétente le demande ou si cela simplifie la description de l'installation ou la localisation des sources d'émission, des flux, des équipements de mesure et de toute autre partie de l'installation pertinente pour la méthode de surveillance, notamment pour les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle;
 - b) une description de la procédure relative, d'une part, à la gestion des attributions de responsabilités en matière de surveillance et de déclaration au sein de l'installation et, d'autre part, à la gestion des compétences du personnel responsable;
 - c) une description de la procédure relative à l'évaluation régulière du plan de surveillance pour juger de sa pertinence, qui couvre notamment:
 - i) la vérification de la liste des sources d'émission et des flux afin d'en garantir l'exhaustivité et de veiller à ce que tous les changements survenus concernant la nature ou le fonctionnement de l'installation soient consignés dans le plan de surveillance;
 - ii) l'évaluation du respect des seuils d'incertitude définis pour les données d'activité et les autres paramètres, le cas échéant, pour les niveaux de méthode appliqués pour chaque flux et source d'émission;
 - iii) l'évaluation des éventuelles mesures d'amélioration de la méthode de surveillance appliquée;
 - d) une description des procédures écrites relatives aux activités de gestion du flux de données conformément à l'article 57, y compris un diagramme explicatif en cas de besoin;
 - e) une description des procédures écrites relatives aux activités de contrôle établies conformément à l'article 58;

▼B

- f) le cas échéant, des informations concernant les liens avec les activités entreprises dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) établi en vertu du règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾, des systèmes relevant de la norme harmonisée ISO 14001:2004 et d'autres systèmes de management environnemental, notamment les procédures et contrôles ayant trait à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre;
 - g) le numéro de version du plan de surveillance;
2. une description détaillée des méthodes fondées sur le calcul appliquées, le cas échéant, comprenant:
- a) une description détaillée de la méthode fondée sur le calcul appliquée, y compris une liste des données et des formules de calcul utilisées, une liste des niveaux appliqués pour les données d'activité et de tous les facteurs de calcul pertinents pour chacun des flux à surveiller;
 - b) le cas échéant et si l'exploitant souhaite recourir à une simplification pour les flux mineurs et de minimis, une catégorisation des flux en flux majeurs, flux mineurs et flux de minimis;
 - c) une description des systèmes de mesure utilisés et leur plage de mesure, l'incertitude spécifiée ainsi que la localisation exacte des équipements de mesure à utiliser pour chacun des flux à surveiller;
 - d) le cas échéant, les valeurs par défaut utilisées pour les facteurs de calcul, avec indication de la source du facteur ou de la source à partir de laquelle le facteur par défaut sera périodiquement déterminé, pour chacun des flux;
 - e) le cas échéant, la liste des méthodes d'analyse à employer pour déterminer tous les facteurs de calculs pertinents, pour chacun des flux, et une description des procédures écrites relatives à ces analyses;
 - f) le cas échéant, une description de la procédure écrite ayant conduit à l'établissement du plan d'échantillonnage pour le combustible et les matières à analyser, ainsi que de la procédure employée pour évaluer la pertinence du plan d'échantillonnage;
 - g) le cas échéant, la liste des laboratoires participant à la mise en œuvre des procédures d'analyse et, lorsqu'un laboratoire n'est pas accrédité conformément à l'article 34, paragraphe 1, une description de la procédure utilisée pour démontrer le respect d'exigences équivalentes, conformément à l'article 34, paragraphes 2 et 3;
3. lorsqu'une méthode alternative de surveillance est appliquée conformément à l'article 22, une description détaillée de la méthode employée pour tous les flux ou sources d'émission pour lesquels il n'est pas appliqué de méthode par niveaux, et une description de la procédure écrite employée pour l'analyse de l'incertitude associée à réaliser;

⁽¹⁾ JO L 342 du 22.12.2009, p. 1.

▼B

4. une description détaillée des méthodes fondées sur la mesure appliquées, le cas échéant, comprenant:
 - a) une description de la méthode de mesure comprenant la description de toutes les procédures écrites relatives à la mesure, et notamment:
 - i) toutes les formules de calcul utilisées pour l'agrégation de données et pour déterminer les émissions annuelles de chaque source d'émission,
 - ii) la méthode utilisée pour déterminer s'il est possible de calculer des heures de données valides ou des périodes de référence plus courtes pour chaque paramètre, ainsi que pour la substitution des données manquantes conformément à l'article 45;
 - b) la liste de tous les points d'émission lors de l'exploitation normale ainsi que durant les phases de fonctionnement restreint et de transition, telles que les pannes ou les phases de mise en service, accompagnée d'un schéma de procédé à la demande de l'autorité compétente;
 - c) lorsque le débit des effluents gazeux est déterminé par calcul, une description de la procédure écrite relative à ce calcul pour chaque source d'émission surveillée à l'aide d'une méthode fondée sur la mesure;
 - d) la liste de tous les équipements utilisés, précisant la fréquence de mesure, la plage de fonctionnement et l'incertitude de chaque équipement;
 - e) la liste des normes appliquées et de toute divergence par rapport à ces normes;
 - f) une description de la procédure écrite relative aux calculs de corroboration conformément à l'article 46, le cas échéant;
 - g) une description de la méthode à appliquer pour déterminer le CO₂ issu de la biomasse et le déduire des émissions de CO₂ mesurées, ainsi que de la procédure écrite employée à cette fin, le cas échéant;
5. outre les éléments énumérés au point 4, une description détaillée de la méthode de surveillance à employer pour les émissions de N₂O, le cas échéant sous la forme d'une description des procédures écrites appliquées, décrivant notamment:
 - a) la méthode et les paramètres utilisés pour déterminer la quantité de matières utilisées dans le procédé de production et la quantité maximale de matières utilisée à pleine capacité;
 - b) la méthode et les paramètres utilisés pour déterminer la quantité de produit fabriquée, en tant que production horaire, exprimée respectivement en acide nitrique (100 %), acide adipique (100 %), caprolactame, glyoxal et acide glyoxylique par heure;
 - c) la méthode et les paramètres utilisés pour déterminer la concentration de N₂O dans les effluents gazeux de chaque source d'émission, la plage de fonctionnement et l'incertitude associée; il conviendra également de fournir des renseignements détaillés concernant les autres méthodes à appliquer si les concentrations se situent en dehors de la plage de fonctionnement, et de préciser les situations dans lesquelles cela peut se produire;
 - d) la méthode de calcul utilisée pour déterminer les émissions de N₂O provenant de sources périodiques non soumises à dispositif antipollution lors de la production d'acide nitrique, d'acide adipique, de caprolactame, de glyoxal et d'acide glyoxylique;

▼B

- e) la mesure dans laquelle ou les modalités suivant lesquelles l'installation fonctionne avec des charges variables, ainsi que les modalités de gestion opérationnelle;
 - f) la méthode et les formules de calcul appliquées pour déterminer les émissions annuelles de N_2O et les valeurs correspondantes de $CO_{2(e)}$ de chaque source d'émission;
 - g) des informations relatives aux conditions de déroulement d'un procédé qui s'écartent des conditions normales, la fréquence potentielle et la durée de ces conditions, ainsi que le volume approximatif des émissions de N_2O dans de telles conditions (dysfonctionnement du dispositif antipollution, par exemple);
6. une description détaillée de la méthode de surveillance en ce qui concerne les émissions d'hydrocarbures perfluorés dues à la production d'aluminium primaire, le cas échéant sous la forme d'une description des procédures écrites appliquées, indiquant notamment:
- a) le cas échéant, les dates auxquelles ont été réalisées les mesures nécessaires aux fins de la détermination des facteurs d'émission spécifiques SEF_{CF_4} ou OVC , et $F_{C_2F_6}$, de l'installation, ainsi que le calendrier des déterminations futures de ces valeurs;
 - b) le cas échéant, le protocole décrivant la procédure appliquée pour déterminer les facteurs d'émission spécifiques de l'installation pour le CF_4 et le C_2F_6 et précisant que les mesures ont été et seront effectuées pendant une période suffisamment longue pour que les valeurs mesurées convergent, et au moins pendant 72 heures;
 - c) le cas échéant, la méthode employée pour déterminer l'efficacité de collecte des émissions fugitives dans les installations de production d'aluminium primaire;
 - d) la description du type de cuve et du type d'anode utilisées;
7. une description détaillée de la méthode de surveillance en cas de transfert de CO_2 intrinsèque en tant que composant d'un combustible conformément à l'article 48 ou de transfert de CO_2 conformément à l'article 49, le cas échéant sous la forme d'une description des procédures écrites appliquées, indiquant notamment:
- a) le cas échéant, la localisation des équipements de mesure de la température et de la pression présents dans le réseau de transport;
 - b) le cas échéant, les procédures de prévention, de détection et de quantification des fuites dans les réseaux de transport;
 - c) dans le cas des réseaux de transport, les procédures garantissant effectivement que le CO_2 n'est transféré que vers des installations disposant d'une autorisation valide d'émettre des gaz à effet de serre ou dans lesquelles toute émission de CO_2 est réellement surveillée et prise en compte conformément à l'article 49;
 - d) l'identification des installations expéditrice et réceptrice au moyen du code d'identification de l'installation reconnu conformément au règlement (UE) n° 1193/2011;
 - e) le cas échéant, une description des systèmes de mesure continue utilisés aux points de transfert du CO_2 entre des installations qui transfèrent du CO_2 conformément à l'article 48 ou à l'article 49;

▼B

- f) le cas échéant, une description de la méthode d'estimation prudente utilisée pour déterminer la fraction issue de la biomasse du CO₂ transféré conformément à l'article 48 ou à l'article 49;
- g) le cas échéant, les méthodes de quantification des émissions ou des dégagements de CO₂ dans la colonne d'eau susceptibles de résulter de fuites, ainsi que les méthodes de quantification appliquées et éventuellement adaptées pour les émissions réelles ou les dégagements réels de CO₂ dans la colonne d'eau dus à des fuites, conformément aux prescriptions de la section 23 de l'annexe IV.

2. Contenu minimal des plans de surveillance relatifs aux émissions de l'aviation

1. Pour tous les exploitants d'aéronefs, le plan de surveillance contient les informations suivantes:
 - a) l'identification de l'exploitant d'aéronef, l'indicatif d'appel ou tout autre identifiant unique utilisé aux fins du contrôle du trafic aérien, les coordonnées de l'exploitant d'aéronef et d'une personne responsable auprès de celui-ci, l'adresse de contact, l'État membre responsable et l'autorité compétente responsable;
 - b) la liste initiale des types d'aéronefs de la flotte de l'exploitant d'aéronef qui sont en service au moment de la présentation du plan de surveillance et le nombre d'aéronefs par type, et la liste indicative des autres types d'aéronefs qu'il est prévu d'utiliser, y compris, le cas échéant, une estimation du nombre d'aéronefs par type, ainsi que les flux (types de carburant) associés à chaque type d'aéronef;
 - c) une description des procédures, des systèmes et des responsabilités mis en œuvre pour vérifier l'exhaustivité de la liste des sources d'émission pendant l'année de surveillance, afin de garantir l'exhaustivité de la surveillance et de la déclaration des émissions des aéronefs possédés en propre ou pris en location;
 - d) une description des procédures utilisées pour vérifier l'exhaustivité de la liste des vols effectués sous l'identifiant unique de l'exploitant d'aéronef, par paire d'aérodromes, ainsi que des procédures utilisées pour déterminer si les vols sont couverts par l'annexe I de la directive 2003/87/CE, afin de garantir l'exhaustivité des vols et d'éviter un double comptage;
 - e) une description de la procédure relative à la gestion et à l'attribution des responsabilités en matière de surveillance et de déclaration, ainsi qu'à la gestion des compétences du personnel responsable;
 - f) une description de la procédure relative à l'évaluation régulière de la pertinence du plan de surveillance, y compris des éventuelles mesures d'amélioration de la méthode de surveillance et des procédures correspondantes appliquées;
 - g) une description des procédures écrites relatives aux activités de gestion du flux de données conformément aux exigences de l'article 57, avec diagramme explicatif si nécessaire;
 - h) une description des procédures écrites relatives aux activités de contrôle établies à l'article 58;
 - i) le cas échéant, des informations concernant les liens avec les activités entreprises dans le cadre de l'EMAS, de systèmes relevant de la norme harmonisée ISO 14001:2004 et d'autres systèmes de management environnemental, y compris des informations sur les procédures et les contrôles ayant trait à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre;

▼B

- j) le numéro de version du plan de surveillance;
2. dans le cas des exploitants d'aéronefs qui ne sont pas des petits émetteurs au sens de l'article 54, paragraphe 1, ou qui ne prévoient pas d'utiliser l'instrument destiné aux petits émetteurs conformément à l'article 54, paragraphe 2, le plan de surveillance contient les informations suivantes:
- a) une description de la procédure écrite à utiliser pour définir la méthode de surveillance applicable aux autres types d'aéronefs qu'un exploitant d'aéronef prévoit d'utiliser;
 - b) une description des procédures écrites relatives à la surveillance de la consommation de carburant de chaque aéronef, indiquant:
 - i) la méthode choisie (méthode A ou méthode B) pour calculer la consommation de carburant; si la même méthode n'est pas appliquée à tous les types d'aéronefs, il convient de justifier cette approche et de fournir une liste précisant quelle méthode est utilisée dans quelles conditions;
 - ii) les procédures de mesure du carburant embarqué et du carburant se trouvant déjà dans les réservoirs, y compris les niveaux choisis, ainsi qu'une description des instruments de mesure utilisés et des procédures d'enregistrement, de récupération, de transmission et de stockage des informations concernant les mesures, selon le cas;
 - iii) la méthode choisie pour déterminer la densité, le cas échéant;
 - iv) une procédure visant à garantir que l'incertitude totale des mesures de carburant correspond aux exigences du niveau choisi, si possible avec référence à la législation nationale, aux clauses des contrats clients ou aux normes de précision des fournisseurs de carburant;
 - c) la liste des divergences par rapport à la méthode de surveillance générale visée au point b), pour certains aérodromes, lorsqu'il n'est pas possible pour l'exploitant d'aéronef, en raison de circonstances particulières, de fournir toutes les données requises pour la méthode de surveillance prévue;
 - d) le cas échéant, les procédures de mesure de la densité utilisées pour le carburant embarqué et le carburant se trouvant déjà dans les réservoirs, y compris une description des instruments de mesure utilisés, ou, si la mesure n'est pas réalisable, la valeur standard utilisée et une justification de cette méthode;
 - e) les facteurs d'émission utilisés pour chaque type de carburant ou, en cas de carburants de substitution, les méthodes employées pour déterminer les facteurs d'émission, notamment la méthode d'échantillonnage, les méthodes d'analyse, une description des laboratoires utilisés et de leur accréditation et/ou de leurs procédures d'assurance de la qualité;
 - f) une description de la méthode à utiliser pour déterminer les données de remplacement destinées à combler les lacunes dans les données conformément à l'article 65, paragraphe 2.

3. Contenu minimal des plans de surveillance des données relatives aux tonnes-kilomètres

Le plan de surveillance des données relatives aux tonnes-kilomètres contient les informations suivantes:

- a) les éléments énumérés à la section 2, point 1, de la présente annexe;

▼B

- b) une description des procédures écrites employées pour déterminer les données relatives aux tonnes-kilomètres par vol, notamment:
 - i) les procédures, les responsabilités, les sources d'information et les formules de calcul utilisées pour déterminer et consigner la distance par paire d'aérodromes;
 - ii) le niveau appliqué pour déterminer la masse des passagers, bagages enregistrés compris; dans le cas du niveau 2, une description de la procédure permettant d'obtenir la masse des passagers et des bagages doit être fournie;
 - iii) une description des procédures utilisées pour déterminer la masse du fret et du courrier, le cas échéant;
 - iv) une description des dispositifs de mesure utilisés pour mesurer la masse des passagers, du fret et du courrier, selon le cas.

ANNEXE

Secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, conformément à l'article 10 bis, paragraphe 13, de la directive 2003/87/CE

1. SUR LA BASE DES CRITERES DEFINIS A L'ARTICLE 10 bis, PARAGRAPHES 15 ET 16, DE LA DIRECTIVE 2003/87/CE

1.1. **Au niveau 4 de la NACE**

Code NACE	Description	Critère rempli
0510	Extraction de houille	C
0610	Extraction de pétrole brut	C
0620	Extraction de gaz naturel	C
0710	Extraction de minerais de fer	C
0729	Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux	C
0891	Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux	C
0893	Production de sel	A
0899	Autres activités extractives n.c.a.	A, C
1020	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	C
1041	Fabrication d'huiles et graisses	C
1062	Fabrication de produits amylacés	A
1081	Fabrication de sucre	A
1086	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques	C
1101	Production de boissons alcooliques distillées	C
1102	Production de vin (de raisin)	C
1104	Production d'autres boissons fermentées non distillées	A
1310	Préparation de fibres textiles et filature	C
1320	Tissage	C
1391	Fabrication d'étoffes à mailles	C
1392	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement	C
1393	Fabrication de tapis et moquettes	C
1394	Fabrication de ficelles, cordes et filets	C
1395	Fabrication de non-tissés, sauf habillement	C
1396	Fabrication d'autres textiles techniques et industriels	C

Code NACE	Description	Critère rempli
1399	Fabrication d'autres textiles n.c.a.	C
1411	Fabrication de vêtements en cuir	C
1412	Fabrication de vêtements de travail	C
1413	Fabrication de vêtements de dessus	C
1414	Fabrication de vêtements de dessous	C
1419	Fabrication d'autres vêtements et accessoires	C
1420	Fabrication d'articles en fourrure	C
1431	Fabrication d'articles chaussants à mailles	C
1439	Fabrication d'autres articles à mailles	C
1511	Apprêt et tannage des cuirs; préparation et teinture des fourrures	C
1512	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	C
1520	Fabrication de chaussures	C
1622	Fabrication de parquets assemblés	C
1629	Fabrication d'objets divers en bois; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie	C
1711	Fabrication de pâte à papier	A, C
1712	Fabrication de papier et de carton	A
1724	Fabrication de papiers peints	C
1910	Cokéfaction	A, C
1920	Fabrication de produits pétroliers raffinés	A
2012	Fabrication de colorants et de pigments	C
2013	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	A, C
2014	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	A, C
2015	Fabrication de produits azotés et d'engrais	A, B
2016	Fabrication de matières plastiques de base	C
2017	Fabrication de caoutchouc synthétique	C
2020	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	C
2042	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	C

Code NACE	Description	Critère rempli
2053	Fabrication d'huiles essentielles	C
2059	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	C
2060	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	C
2110	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	C
2120	Fabrication de préparations pharmaceutiques	C
2211	Fabrication et rechapage de pneumatiques	C
2219	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	C
2311	Fabrication de verre plat	A
2313	Fabrication de verre creux	A
2314	Fabrication de fibres de verre	A/C ⁽¹⁾
2319	Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique	C
2320	Fabrication de produits réfractaires	C
2331	Fabrication de carreaux en céramique	A, C
2341	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	C
2342	Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	C
2343	Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	C
2344	Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique	C
2349	Fabrication d'autres produits céramiques	C
2351	Fabrication de ciment	B
2352	Fabrication de chaux et plâtre	B
2370	Taille, façonnage et finissage de pierres	C
2391	Fabrication de produits abrasifs	C
2410	Sidérurgie	A
2420	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	C
2431	Étirage à froid de barres	C
2441	Production de métaux précieux	C
2442	Métallurgie de l'aluminium	A, C

Code NACE	Description	Critère rempli
2443	Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain	A
2444	Métallurgie du cuivre	C
2445	Métallurgie des autres métaux non ferreux	C
2446	Élaboration et transformation de matières nucléaires	A, C
2540	Fabrication d'armes et de munitions	C
2571	Fabrication de coutellerie	C
2572	Fabrication de serrures et de ferrures	C
2573	Fabrication d'outillage	C
2594	Fabrication de vis et de boulons	C
2599	Fabrication d'autres produits métalliques n.c.a.	C
2611	Fabrication de composants électroniques	C
2612	Fabrication de cartes électroniques assemblées	C
2620	Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques	C
2630	Fabrication d'équipements de communication	C
2640	Fabrication de produits électroniques grand public	C
2651	Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation	C
2652	Horlogerie	C
2660	Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électromédicaux et électrothérapeutiques	C
2670	Fabrication de matériels optique et photographique	C
2680	Fabrication de supports magnétiques et optiques	C
2711	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	C
2712	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	C
2720	Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques	C
2731	Fabrication de câbles de fibres optiques	C
2732	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	C
2733	Fabrication de matériel d'installation électrique	C
2740	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	C

Code NACE	Description	Critère rempli
2751	Fabrication d'appareils électroménagers	C
2752	Fabrication d'appareils ménagers non électriques	C
2790	Fabrication d'autres matériels électriques	C
2811	Fabrication de moteurs et turbines, à l'exception des moteurs d'avions et de véhicules	C
2812	Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques	C
2813	Fabrication d'autres pompes et compresseurs	C
2814	Fabrication d'autres articles de robinetterie	C
2815	Fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission	C
2821	Fabrication de fours et brûleurs	C
2822	Fabrication de matériel de levage et de manutention	C
2823	Fabrication de machines et d'équipements de bureau (à l'exception des ordinateurs et équipements périphériques)	C
2824	Fabrication d'outillage portatif à moteur incorporé	C
2825	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	C
2829	Fabrication de machines diverses d'usage général	C
2830	Fabrication de machines agricoles et forestières	C
2841	Fabrication de machines de formage des métaux	C
2849	Fabrication d'autres machines-outils	C
2891	Fabrication de machines pour la métallurgie	C
2892	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	C
2893	Fabrication de machines pour l'industrie agroalimentaire	C
2894	Fabrication de machines pour les industries textiles	C
2895	Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	C
2896	Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques	C
2899	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique n.c.a.	C
2910	Construction de véhicules automobiles	C

Code NACE	Description	Critère rempli
2931	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	C
3011	Construction de navires et de structures flottantes	C
3012	Construction de bateaux de plaisance	C
3030	Construction aéronautique et spatiale	C
3091	Fabrication de motocycles	C
3092	Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides	C
3099	Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a.	C
3109	Fabrication d'autres meubles	C
3211	Frappe de monnaie	C
3212	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	C
3213	Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	C
3220	Fabrication d'instruments de musique	C
3230	Fabrication d'articles de sport	C
3240	Fabrication de jeux et jouets	C
3250	Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire	C
3291	Fabrication d'articles de broserie	C
3299	Autres activités manufacturières n.c.a.	C

(¹) Le secteur «Fabrication de fibres de verre» est décrit par deux codes de la CPA: «231411 Mèches, stratifils (rovings) et fils, coupés ou non, en fibres de verre» et «231412 Voiles, nappes, mats, matelas, panneaux et autres produits en fibres de verre, à l'exclusion des produits tissés». Évalué au niveau 4 de la NACE, le secteur ne satisfait pas aux critères énoncés à l'article 10 bis, paragraphes 15 et 16, et de la directive 2003/87/CE. Cependant, le sous-secteur 231411 remplit le critère énoncé à l'article 10 bis, paragraphe 16, point b), et le sous-secteur 231412, le critère énoncé à l'article 10 bis, paragraphe 15. Étant donné que les deux codes CPA couvrent l'ensemble du secteur «Fabrication de fibres de verre», celui-ci est ajouté à la liste au niveau 4 de la NACE, par souci de commodité.

1.2. Au niveau de la CPA ou de la liste Prodcom

CPA ou Prodcom	Description	Critère rempli
081221	Kaolin et autres argiles kaoliniques	C
08122250	Argiles courantes et schisteuses pour usages dans la construction (à l'exclusion de la bentonite, des argiles réfractaires, des argiles expansées, du kaolin et des argiles kaoliniques); andalousite, cyanite et sillimanite; mullite; terres de chamotte ou de dinas	C
10311130	Pommes de terre préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, congelées ou surgelées (y compris les pommes de terre entièrement ou partiellement frites et ensuite congelées ou surgelées)	A

CPA ou Prodcom	Description	Critère rempli
10311300	Pommes de terre déshydratées sous forme de farine, de poudre, de flocons, de granulés ou de pellets	A
10391725	Concentré de tomates	C
105121	Lait en poudre écrémé	C
105122	Lait en poudre entier	C
105153	Caséine	C
105154	Lactose et sirop de lactose	C
10515530	Lactosérum et lactosérum modifié, en poudre, granulés ou sous une autre forme solide, concentrés ou non, avec ou sans addition de sucre	A, C
108211	Cacao en masse, dégraissé ou non	C
108212	Beurre de cacao	C
108213	Cacao en poudre, sans sucre ni autre édulcorant	C
10891334	Levures de panification	C
20111150	Hydrogène	B
20111160	Azote	B
20111170	Oxygène	B
203021	Pigments, opacifiants et couleurs préparés, compositions vitrifiables, engobes, lustres liquides et préparations similaires; frites de verre	C
239914	Graphite artificiel, colloïdal ou semi-colloïdal; préparations à base de graphite ou d'autres carbones, sous forme de produits semi-finis	C
23991910	Laines de laitier, de scories, de roches et similaires, même mélangées entre elles, en masses, feuilles ou rouleaux	A
23991920	Vermiculite expansée, argiles expansées, mousse de scories et produits minéraux similaires expansés, même mélangés entre eux	A
25501134	Arbres de transmission, vilebrequins, arbres à cames et manivelles, etc.	A, C

Les critères appliqués pour déterminer si un secteur est considéré comme exposé à un risque important de fuite de carbone sont les suivants:

A: critère défini à l'article 10 bis, paragraphe 15, de la directive 2003/87/CE;

B: critère défini à l'article 10 bis, paragraphe 16, point a), de la directive 2003/87/CE;

C: critère défini à l'article 10 bis, paragraphe 16, point b), de la directive 2003/87/CE.

2. SUR LA BASE DES CRITERES DEFINIS A L'ARTICLE 10 *bis*, PARAGRAPHE 17, DE LA DIRECTIVE 2003/87/CE

Code NACE	Description
1106	Fabrication de malt
1330	Ennoblement textile
2332	Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite
2362	Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction
2451	Fonderie de fonte
2453	Fonderie de métaux légers

ANNEXE IV

Article 265 *nonies* du code des douanes

Pour les personnes qui exploitent des installations grandes consommatrices d'énergie au sens de l'article 17 de la directive 2003/96/ CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, qui exercent une activité mentionnée à l'annexe I à la directive 2003/87/ CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/ CE du Conseil, soumises aux dispositions de ladite directive, le tarif de la taxe intérieure de consommation applicable aux consommations de produits à usage combustible effectuées pour les besoins de ces installations est celui qui leur est applicable à la date du 31 décembre 2013, majoré, s'agissant de la taxe mentionnée à l'article 266 *quinquies*, de 0,33 € par mégawattheure en pouvoir calorifique supérieur.

Lorsque les installations grandes consommatrices d'énergie au sens de l'article 17 de la directive 2003/96/ CE du Conseil du 27 octobre 2003 précitée, sont incluses dans le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, conformément à la procédure prévue à l'article 24 de la directive 2003/87/ CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, les consommations de produits énergétiques à usage combustible effectuées pour les besoins de ces installations bénéficient également du tarif de la taxe intérieure de consommation en vigueur au 31 décembre 2013, à compter de la date à laquelle la Commission européenne a approuvé la demande d'inclusion prévue au même article 24, majoré, s'agissant de la taxe mentionnée à l'article 266 *quinquies*, de 0,33 € par mégawattheure en pouvoir calorifique supérieur.

Pour les personnes qui exploitent des installations grandes consommatrices d'énergie au sens de l'article 17 de la directive 2003/96/ CE du Conseil, du 27 octobre 2003, précitée, sans que celles-ci soient soumises à la directive 2003/87/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 octobre 2003, précitée, et qui exercent dans ces installations une activité mentionnée à l'annexe I à cette même directive 2003/87/ CE relevant de la liste, établie par la décision 2014/746/ UE de la Commission, du 27 octobre 2014, établissant, conformément à la directive 2003/87/ CE du Parlement européen et du Conseil, la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, pour la période 2015-2019, le tarif de la taxe intérieure de consommation applicable aux consommations de produits à usage combustible effectuées pour les besoins de ces installations est celui qui leur est applicable à la date du 31 décembre 2014, majoré, s'agissant de la taxe mentionnée à l'article 266 *quinquies*, de 0,33 € par mégawattheure en pouvoir calorifique supérieur.

Les modalités d'application du présent article ainsi que les modalités du contrôle de la destination des produits et de leur affectation aux besoins des installations grandes consommatrices d'énergie qui y sont mentionnées sont fixées par décret.

ANNEXE V

Décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes

NOR: FCPD1411210D

Version consolidée au 03 août 2016

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des comptes publics,

Vu le code des douanes, notamment ses articles 265 sexies, 265 septies, 265 octies, 265 C, 265 bis, 265 nonies, 266

quinquies à 266 quinquies C, 266 decies et 352, dans sa version modifiée par la loi n° 2012-1510 du 29 décembre

2012 de finances rectificative pour 2012 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Article 1

I. - Les demandes mentionnées au 1 de l'article 352 du code des douanes sont introduites, au plus tard, le 31 décembre de la deuxième année suivant celle du paiement du droit ou de la taxe, auprès de la direction régionale des douanes territorialement compétente ou du service spécialisé en vertu de l'arrêté prévu par le IV de l'article 2 du présent décret. Le directeur interrégional des douanes et droits indirects ou, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, le directeur régional des douanes et droits indirects territorialement compétent statue sur la demande.

II. - Par dérogation au I, les demandes sont introduites :

a) Par la personne réclamant le paiement de loyers ou la restitution de marchandises, au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant l'échéance des loyers ou le jour où les marchandises ont été en possession de l'administration ;

b) Par le bénéficiaire du régime prévu à l'article 265 sexies du code des douanes, à compter du premier jour ouvrable suivant l'année au titre de laquelle le remboursement est demandé et, au plus tard, le 31 décembre de la deuxième année qui suit ;

c) Par le bénéficiaire des régimes prévus aux articles 265 septies et 265 octies du code des douanes, à compter du premier jour ouvrable suivant respectivement la fin du premier et du second semestre de chaque année et, au plus tard, le 31 décembre de la deuxième année qui suit ;

d) Par le bénéficiaire des régimes prévus par les articles 265 C, 265 bis, 265 nonies, 266 quinquies à 266 quinquies C du code des douanes, qui a supporté la taxe intérieure de consommation, au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant celle du jour de l'émission de la facture justifiant de l'achat du produit énergétique concerné ;

e) Par le bénéficiaire des régimes prévus aux 1 et 3 de l'article 266 decies du code des douanes, qui a supporté la taxe générale sur les activités polluantes, au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant celle du jour de l'émission du justificatif de l'exportation, de l'expédition, de la livraison à l'avitaillement ou de l'utilisation du produit.

Article 2

I. - Les demandes mentionnées à l'article 1er doivent :

a) Mentionner le droit ou la taxe concerné ;

b) Contenir l'exposé des moyens et conclusions du demandeur ;

c) Porter la signature du demandeur ou de son mandataire.

II. - Elles sont accompagnées de toute pièce justifiant le montant réclamé.

III. - Une demande incomplète peut être régularisée à tout moment.

IV. - Pour les régimes de remboursement mentionnés aux b à e du II de l'article 1er, un arrêté du ministre chargé des douanes précise les pièces justificatives à fournir ainsi que les modalités particulières de présentation et d'instruction des demandes.

Article 3

I. - L'administration accuse réception des demandes mentionnées à l'article 1er.

Le délai mentionné au deuxième alinéa du 1 de l'article 352 du code des douanes court à compter de la date de l'accusé de réception d'une demande complète.

II. - Lorsque la demande est incomplète, l'administration indique au demandeur, dans l'accusé de réception ou par courrier si celui-ci a déjà été délivré, les pièces et mentions manquantes nécessaires à l'instruction de la demande ainsi que, pour les pièces rédigées dans une autre langue que le français, celles dont la traduction et, le cas échéant, l'authentification par une autorité étrangère sont requises. Elle fixe un délai pour compléter la demande.

Le délai mentionné au deuxième alinéa du 1 de l'article 352 du code des douanes est suspendu pendant le délai imparti au demandeur pour produire les pièces et mentions requises. Toutefois, la production de ces pièces et mentions avant l'expiration du délai fixé met fin à cette suspension à compter de leur réception par l'administration.

Article 4

Abrogé

Article 5

Abrogé

Article 6

Le présent décret entre en vigueur à compter du 1er avril 2015.

Article 7

Le ministre des finances et des comptes publics et le secrétaire d'Etat chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 24 novembre 2014.

Manuel Valls

Par le Premier ministre :

Le ministre des finances et des comptes publics,

Michel Sapin

Le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Christian Eckert

ANNEXE VI

Décret n° 2014-913 du 18 août 2014 relatif aux modalités d'application de l'article 265 nonies du code des douanes

NOR: FCPE1406633D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des comptes publics et de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu le règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil ;

Vu la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, notamment son article 17 ;

Vu le code des douanes, notamment son article 265 nonies ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie en date du 12 mars 2014,

Décrète :

Article 1

I. - Pour bénéficier sur leurs consommations de produits énergétiques des taux de taxation qui leur sont applicables conformément à la législation en vigueur au 31 décembre 2013, les installations doivent remplir les deux conditions suivantes :

1° Respecter l'un des critères suivants :

a) Etre soumises au système d'échange des quotas d'émissions de gaz à effet de serre en application de la directive 2003/87/CE susvisée et constituer des unités techniques fixes où se déroulent une ou plusieurs des activités prévues à l'annexe I de la même directive ainsi que toute autre activité s'y rapportant, directement liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions de gaz à effet de serre et la pollution. Le périmètre de chaque installation concernée est décrit dans le plan de surveillance que l'exploitant fait approuver conformément aux dispositions des articles 11 à 16 du règlement (UE) n° 601/2012 susvisé ;

b) Etre soumises au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre prévu par la directive 2003/87/CE précitée conformément aux dispositions de son article 24 ;

2° Satisfaire l'un des deux critères ci-après :

a) Leurs achats d'électricité, de chaleur et d'autres produits énergétiques représentent au moins 3 % de la valeur de leur production ;

b) Le montant total des taxes applicables à l'électricité et aux produits énergétiques afférents aux consommations de ces installations qui aurait été dû, sans application des exonérations, exemptions, réductions de taux et autres dispositions relatives au non-acquittement des taxes intérieures de consommation prévues par le code des douanes, représente au moins 0,5 % de leur valeur ajoutée.

II. - Pour bénéficier sur leurs consommations de produits énergétiques des taux de taxation qui leur sont applicables conformément à la législation en vigueur au 31 décembre 2014, les installations doivent remplir les deux conditions suivantes :

1° Sans être soumises au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre prévu par la

directive 2003/87/CE susvisée, constituer des unités techniques fixes où se déroulent une ou plusieurs des activités prévues à l'annexe I de ladite directive sans application des valeurs de seuils et relevant de la liste établie par la décision 2014/746/UE de la Commission du 27 octobre 2014 établissant, conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, pour la période 2015-2019, ainsi que toute autre activité s'y rapportant, directement liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions de gaz à effet de serre et la pollution ;

2° Respecter l'un des deux critères définis au 2° du I.

Article 2

I. - Les achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques s'entendent du coût réel toutes taxes comprises, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée ayant donné lieu à déduction, de ces produits acquis par l'installation elle-même ou pour son compte, augmenté du coût réel des produits énergétiques, de la chaleur et de l'électricité qui ont été produits par l'installation elle-même et utilisés pour son activité. Dans ce cas, le coût des achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques qui ont été affectés à la production d'électricité et de chaleur ou d'autres produits énergétiques par l'installation elle-même sont soustraits du coût réel.

Ce coût réel est majoré des coûts d'acheminement de ces produits ou des autres frais afférents à leur fourniture lorsque ces coûts ou ces frais sont facturés distinctement en plus du prix des produits fournis.

II. - Sont exclus des dispositions du I les produits énergétiques et l'électricité utilisés comme carburant pour la propulsion de véhicules ou de tout autre engin à moteur.

III. - La valeur de la production s'entend du chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 sexies du code général des impôts, augmenté des subventions directement liées au prix du produit, plus ou moins la variation des stocks de produits finis, les travaux en cours et les biens ou les services achetés en vue de leur revente, diminué des acquisitions de biens et services destinés à la revente.

IV. - La valeur ajoutée s'entend du chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 sexies du code général des impôts, y compris les exportations, diminué des achats soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, y compris les importations.

Article 3

Lorsque l'installation mentionnée à l'article 1er du présent décret ne réalise pas de chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 sexies du code général des impôts, les éléments mentionnés aux I à IV de l'article 2 du présent décret peuvent être établis par tous moyens à partir de la comptabilité analytique tenue par l'établissement qui exploite l'installation pour les besoins de l'appréciation de son activité.

Lorsque l'établissement qui exploite l'installation mentionnée à l'article 1er ne tient pas de comptabilité analytique permettant d'apprécier ces éléments, ceux-ci sont établis à partir des informations relatives à l'entité juridique dont relève l'installation.

Article 4

1° Pour l'application de l'article 265 nonies du code des douanes, les personnes qui exploitent une ou plusieurs installations grandes consommatrices d'énergie remettent à leurs fournisseurs, lorsque ceux-ci sont redevables des taxes intérieures de consommation afférentes à la fourniture de produits

énergétiques, une attestation établie selon un modèle fixé par l'administration ;

2° L'attestation certifie que l'installation concernée :

a) Satisfait soit à l'un des critères mentionnés au 1° du I de l'article 1er du présent décret, soit au critère du 1° du II du même article, au titre de l'année civile au cours de laquelle l'attestation s'applique ;

b) Remplit l'un des critères mentionnés au 2° du I de l'article 1er du présent décret au cours de l'année civile qui précède la période au titre de laquelle l'attestation s'applique ou au cours du dernier exercice clos s'il ne coïncide pas avec l'année civile ;

3° L'attestation est datée et signée par le représentant légal de l'entreprise dont relève l'installation concernée ou toute personne dûment mandatée par celui-ci. Une copie est adressée au bureau des douanes territorialement compétent. L'attestation est conservée par le fournisseur à l'appui de sa comptabilité ;

4° L'attestation produit ses effets à compter de l'accusé de réception du fournisseur. Elle est valable pendant toute la durée du contrat de fourniture de produits énergétiques effectuée pour les besoins de l'installation qui lie l'exploitant de ladite installation à ses fournisseurs. Les attestations reçues au plus tard le 10 du mois par le fournisseur sont prises en compte pour les fournitures de ce mois non encore facturées. Les attestations reçues après le 10 du mois sont prises en compte pour les fournitures du mois suivant ;

5° Une nouvelle attestation est établie en cas de changement affectant l'identification de l'installation concernée ou de son exploitant ainsi qu'en cas de changement de fournisseur ;

6° Les exploitants conservent pendant trois ans à compter de la date de clôture de l'exercice les attestations établies durant celui-ci et les produisent à toute réquisition des agents de l'administration des douanes et droits indirects chargés du contrôle des taxes intérieures de consommation, de même que les éléments permettant de justifier que les critères mentionnés à l'article 1er du présent décret sont remplis.

Article 5

Lorsque les produits énergétiques ont été fournis par une personne qui n'est pas redevable des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques pour la fourniture en cause, les exploitants d'installations grandes consommatrices d'énergie, mentionnées à l'article 1er du présent décret, peuvent obtenir, dans les conditions prévues à l'article 352 du code des douanes, le remboursement de la fraction de taxe intérieure, égale à la différence entre le tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques applicable au moment de la mise à la consommation et le tarif en vigueur le 31 décembre 2013 pour les installations mentionnées au I de l'article 1er ou le tarif en vigueur le 31 décembre 2014 pour les installations mentionnées au II du même article, en adressant une demande de remboursement au service des douanes territorialement compétent.

Article 6

Les personnes qui exploitent des installations grandes consommatrices d'énergie et qui font application des dispositions de l'article 265 nonies du code des douanes sont tenues d'acquitter le supplément de taxe due dès lors que les conditions du présent décret ne sont pas respectées.

Article 7

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre des finances et des comptes publics et le secrétaire d'Etat chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

Arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel

NOR : FCPD1502967A

Publics concernés : le fournisseur de gaz qui effectue des livraisons auprès de clients consommateurs finals en France ou le consommateur du gaz en France qui a lui-même importé, introduit, produit ou extrait le gaz, qui ont indûment acquitté la taxe ; l'utilisateur final de gaz qui a indûment supporté la taxe.

Objet : préciser les pièces justificatives à fournir ainsi que les modalités particulières de présentation et d'instruction des demandes de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de la publication.

Notice : le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes fixe les règles de délais et conditions de présentation des demandes de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes et droits indirects. Le présent arrêté prévoit les modalités par lesquelles le redevable de la taxe ou l'utilisateur final de gaz qui a indûment supporté la taxe, établit une demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel.

Références : le présent arrêté est pris en application du IV de l'article 2 du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014. Il peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Vu le code des douanes, notamment ses articles 265 *nonies*, 266 *quinquies*, 352 et 352 *bis* ;

Vu le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes, notamment son article 2,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel est introduite par :

- le redevable de la taxe : le fournisseur de gaz qui effectue des livraisons auprès de clients consommateurs finals en France ou le consommateur du gaz en France qui a lui-même importé, introduit, produit ou extrait le gaz, qui ont indûment acquitté la taxe ; ou
- l'utilisateur final de gaz qui a indûment supporté la taxe.

Art. 2. – La demande de remboursement est établie au moyen du formulaire en annexe au présent arrêté.

La demande est accompagnée d'un relevé d'identité bancaire et des pièces justificatives permettant de déterminer les quantités de gaz qui auraient dû être exonérées, exemptées ou taxées à taux réduit, sur la période concernée.

Pour le redevable qui a indûment acquitté la taxe, il s'agit de :

- la copie de sa déclaration d'existence ;
- la copie de sa ou ses déclarations d'acquiescement ;
- tout élément permettant de déterminer les quantités de gaz et le montant de la taxe sur lesquels porte la demande ;
- le cas échéant, la copie de l'attestation permettant au client final de bénéficier d'une exonération, d'une exemption ou d'un taux réduit de taxation ;
- une attestation de non-répercussion de la taxe ;
- le cas échéant, un descriptif du procédé industriel mis en œuvre ;
- le cas échéant, tout élément permettant de justifier que l'installation entre dans le champ d'application de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

Pour l'utilisateur final qui a indûment supporté la taxe, il s'agit de :

- la copie des factures d'achat avec mention de l'établissement utilisateur et du montant de la taxe acquittée ;

- un récapitulatif des quantités de produits consommées et de celles pouvant bénéficier d'une exonération, d'une exemption ou d'un taux réduit de taxation ;
- un descriptif du procédé industriel mis en œuvre ;
- une attestation certifiant que le gaz a reçu un usage exonéré, exempté ou taxé à taux réduit ;
- le cas échéant, tout élément permettant de justifier que l'installation entre dans le champ d'application de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

Art. 3. – Le redevable qui a indûment acquitté la taxe adresse sa demande au bureau de douane auprès duquel il transmet sa déclaration d'acquiescement.

L'utilisateur final qui a indûment supporté la taxe adresse sa demande au bureau de douane dans le ressort duquel se trouve l'établissement utilisateur du gaz.

Art. 4. – La directrice générale des douanes et droits indirects est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 avril 2015.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Par empêchement de la directrice générale
des douanes et droits indirects :
*L'administratrice supérieur des douanes,
sous-directrice des droits indirects,*
C. CLÉOSTRATE

A N N E X E

DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL

Articles 265 nonies et 266 quinquies du code des douanes

Je soussigné (*Nom, prénom*) :
agissant en qualité de représentant de la société (*Raison sociale, adresse*) :
demande le remboursement d'un montant de (*En chiffres et en toutes lettres*) :
pour la période du au
joins à la présente demande les pièces suivantes (*Cochez les cases correspondantes*) :

<input type="checkbox"/> Un RIB original
<input type="checkbox"/> La copie de ma déclaration d'existence
<input type="checkbox"/> La copie de ma ou mes déclarations d'acquiescement
<input type="checkbox"/> Une attestation de non-répercussion de la taxe
<input type="checkbox"/> Tout élément permettant de justifier que l'installation entre dans le champ de l'article 265 <i>nonies</i> du code des douanes
<input type="checkbox"/> Le récapitulatif/les justificatifs des quantités de produits consommées et de celles pouvant bénéficier d'une exonération, d'une exemption ou d'un taux réduit de taxation pour la période mentionnée ci-dessus
<input type="checkbox"/> Un descriptif du procédé industriel mis en œuvre
<input type="checkbox"/> Les attestations permettant de justifier un usage exonéré, exempté ou taxé à taux réduit du gaz
<input type="checkbox"/> Les factures afférentes aux livraisons de gaz sur la période mentionnée ci-dessus, qui précisent le montant de TICGN versé auprès de mon fournisseur de gaz
<input type="checkbox"/> Autre (<i>Précisez</i>) :

certifie sincères, complets et véritables les renseignements repris dans les documents joints.

Fait à , le

Signature

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Service chargé de l'enregistrement :	Service chargé du remboursement :
Enregistrement	Remboursement
Date de réception :	Montant :
Numéro :	Quittance (date et référence) :
Cachet :	Compte crédité :

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

Arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques dans le cadre des régimes visés aux articles 265 C, 265 bis et 265 nonies du code des douanes

NOR : FCPD1503322A

Publics concernés : les redevables de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques ou l'utilisateur final qui a supporté la taxe.

Objet : préciser les pièces justificatives à fournir ainsi que les modalités particulières de présentation et d'instruction des demandes de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques dans le cadre des régimes visés aux articles 265 C, 265 bis et 265 nonies du code des douanes.

Entrée en vigueur : le présent arrêté en vigueur le lendemain de la publication

Notice : le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes fixe les règles de délais et conditions de présentation des demandes de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes et droits indirects.

Références : le présent arrêté est pris en application du IV de l'article 2 du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014. Aucun texte existant n'est modifié par le présent arrêté. Le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Vu le code des douanes, notamment ses articles 265 C, 265 bis, 265 nonies, 352 et 352 bis ;

Vu le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certaines droits et taxes perçus par l'administration des douanes,

Arrête :

TITRE I^{er}

DEMANDE DE REMBOURSEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 265 C DU CODE DES DOUANES

Art. 1^{er}. – La demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est introduite par :

- le redevable qui a acquitté la taxe ; ou
- l'utilisateur final qui a supporté la taxe lors de l'achat du produit énergétique.

Les redevables ne peuvent introduire une demande de remboursement que si la TICPE n'a pas été répercutée auprès du client éligible au régime privilégié.

Art. 2. – I. – La demande de remboursement du redevable comporte les pièces suivantes :

- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- l'indication de l'établissement destinataire, bénéficiant d'une décision d'identification ;
- la copie des factures de vente des produits à l'établissement destinataire ;
- une attestation de prise en charge de ces produits dans l'établissement ;
- une attestation de non répercussion de la taxe ;
- un relevé d'identité bancaire.

II. – La demande de remboursement de l'utilisateur final comporte les pièces suivantes :

- la copie des factures d'achat de produits concernés avec indication de l'établissement utilisateur ;
- une attestation du fournisseur indiquant qu'il a acquitté la TICPE auprès de l'administration des douanes et droits indirects et refacturé la taxe. Dans le cas où le fournisseur vend le produit à un distributeur intermédiaire, ce dernier devra fournir un document attestant qu'il a répercuté la taxe sur l'utilisateur final ;

- une attestation du demandeur indiquant que les produits concernés ont reçu un usage exempté et un descriptif du processus industriel éligible ;
- la comptabilité matières reprenant, par établissement, les entrées et sorties de produits utilisés à un usage exempté ;
- un relevé d'identité bancaire.

Art. 3. – La demande de remboursement est déposée :

- par le redevable, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu de son siège social ;
- par l'utilisateur final, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu d'utilisation du produit.

TITRE II

DEMANDE DE REMBOURSEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 265 *BIS* DU CODE DES DOUANES

CHAPITRE I^{er}

Demande de remboursement introduite sur le fondement du *a* du 1 de l'article 265 *bis*

Art. 4. – La demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est introduite par :

- le redevable qui a acquitté la taxe ; ou
- l'utilisateur final qui a supporté la taxe lors de l'achat du produit énergétique.

Les redevables ne peuvent introduire une demande de remboursement que si la TICPE n'a pas été répercutée auprès du client éligible au régime privilégié.

Art. 5. – I. – La demande de remboursement du redevable comporte les pièces suivantes :

- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- l'indication de l'établissement destinataire, bénéficiant d'une autorisation ;
- la copie des factures de vente des produits à l'établissement destinataire ;
- une attestation de prise en charge de ces produits dans l'établissement.
- une attestation de non répercussion de la taxe ;
- un relevé d'identité bancaire.

II. – La demande de remboursement de l'utilisateur final doit comporter les pièces suivantes :

- la copie des factures d'achat de produits concernés avec indication de l'établissement utilisateur ;
- une attestation du fournisseur indiquant qu'il a acquitté la TICPE auprès de l'administration des douanes et droits indirects et refacturé la taxe. Dans le cas où le fournisseur vend le produit à un distributeur intermédiaire, ce dernier devra fournir un document attestant qu'il a répercuté la taxe sur l'utilisateur final ;
- une attestation du demandeur indiquant que les produits concernés ont reçu un usage exonéré et un descriptif de l'usage autre que carburant et combustible ;
- la comptabilité matières reprenant, par établissement, les entrées et sorties de produits utilisés à un usage exonéré ;
- un relevé d'identité bancaire.

Art. 6. – La demande de remboursement est déposée :

- par le redevable, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu de son siège social ;
- par l'utilisateur final, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu d'utilisation du produit.

CHAPITRE II

Demande de remboursement introduite sur le fondement des *b*, *c* et *e* du 1 de l'article 265 *bis*

Art. 7. – La demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est introduite par :

- le redevable qui a acquitté la taxe ; ou
- l'utilisateur final qui a supporté la taxe lors de l'achat du produit énergétique.

Les redevables ne peuvent introduire une demande de remboursement que si la TICPE n'a pas été répercutée auprès du client éligible au régime privilégié.

Art. 8. – I. – La demande de remboursement du redevable comporte les pièces suivantes :

- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- une copie de la facture de vente des produits avec application de la TICPE au bénéficiaire du régime d'exonération ;

- le justificatif de la qualité de bénéficiaire du régime d'exonération ;
- une attestation de non-répercussion de la taxe ;
- un relevé d'identité bancaire.

II. – La demande de remboursement de l'utilisateur final, déposée chaque semestre, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année, comporte les pièces suivantes :

- un récapitulatif des approvisionnements effectués avec application de la TICPE ;
- le document justifiant du caractère exonéré de leur activité ;
- la copie des factures d'achat de produits concernés comportant la mention de l'identité du fournisseur et du demandeur, les volumes livrés et le prix facturé avec mention de la TICPE acquittée ;
- la justification de l'impossibilité géographique de s'approvisionner en carburants exonérés ;
- la justification de l'impossibilité de se constituer en stock spécial ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- pour les seuls aéroclubs : le carnet à souche, la quittance, les reçus et les relevés des heures de vol.

Art. 9. – La demande de remboursement est déposée :

- par le redevable, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu de son siège social ;
- par l'utilisateur final, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu de son siège social ou à défaut, du lieu de son principal établissement en France ou à défaut, du lieu de ses principaux approvisionnements.

CHAPITRE III

Demande de remboursement introduite sur le fondement du *a* du 3 de l'article 265 *bis*

Art. 10. – La demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est introduite par :

- le redevable qui a acquitté la taxe, ou ;
- l'utilisateur final qui a supporté la taxe lors de l'achat du produit énergétique.

Les redevables ne peuvent introduire une demande de remboursement que si la TICPE n'a pas été répercutée auprès du client éligible au régime privilégié.

Art. 11. – I. – La demande de remboursement du redevable comporte les pièces suivantes :

- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- l'indication de l'établissement destinataire, bénéficiant d'une identification ;
- la copie des factures de vente des produits à l'établissement destinataire ;
- une attestation de prise en charge de ces produits dans l'établissement ;
- une attestation de non-répercussion de la taxe ;
- un relevé d'identité bancaire.

II. – La demande de remboursement de l'utilisateur final comporte les pièces suivantes :

- la copie des factures d'achat de produits concernés avec indication de l'établissement utilisateur ;
- une attestation du fournisseur indiquant qu'il a acquitté la TICPE auprès de l'administration des douanes et droits indirects et refacturé la taxe. Dans le cas où le fournisseur vend le produit à un distributeur intermédiaire, ce dernier devra fournir un document attestant qu'il a répercuté la taxe sur l'utilisateur final ;
- une attestation du demandeur indiquant que les produits concernés ont reçu un usage exonéré et un descriptif du processus de production de l'électricité ;
- la comptabilité matières reprenant, par établissement, les entrées et sorties de produits utilisés à un usage exonéré ;
- un relevé d'identité bancaire.

Art. 12. – La demande de remboursement est déposée :

- par le redevable, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu de son siège social ;
- par l'utilisateur final, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu d'utilisation du produit.

TITRE III

DEMANDE DE REMBOURSEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 265 *NONIES* DU CODE DES DOUANES

Art. 13. – La demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est introduite par :

- le redevable qui a acquitté la taxe ; ou
- l'installation bénéficiaire qui a supporté la taxe lors de l'achat du produit énergétique.

Les redevables ne peuvent introduire une demande de remboursement que si la TICPE n'a pas été répercutée auprès du client éligible au régime privilégié.

Art. 14. – I. – La demande de remboursement du redevable comporte les pièces suivantes :

- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- l'indication de l'installation bénéficiaire ;
- la copie des factures de vente des produits à l'installation bénéficiaire ;
- une attestation de prise en charge de ces produits dans l'installation ;
- une copie de l'attestation ouvrant droit au régime privilégié de taxation prévu à l'article 265 *nonies* du code des douanes ;
- une attestation de non répercussion de la taxe ;
- un relevé d'identité bancaire.

II. – La demande de remboursement de l'installation bénéficiaire comporte les pièces suivantes :

- la copie des factures d'achat de produits concernés avec indication de l'installation bénéficiaire ;
- une attestation du fournisseur indiquant qu'il a acquitté la TICPE auprès de l'administration des douanes et droits indirects et refacturé la taxe. Dans le cas où le fournisseur vend le produit à un distributeur intermédiaire, ce dernier devra fournir un document attestant qu'il a répercuté la taxe sur l'utilisateur final ;
- une copie de l'attestation ouvrant droit au régime privilégié de taxation et les documents et les pièces justificatives prouvant que l'installation remplissait les critères prévus à l'article 265 *nonies* du code des douanes sur la période faisant l'objet de la demande ;
- la comptabilité matières reprenant, par installation, les entrées et sorties de produits utilisés à un usage privilégié ;
- un relevé d'identité bancaire.

Art. 15. – La demande de remboursement est déposée :

- par le redevable, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu de son siège social ;
- par l'installation bénéficiaire, auprès du bureau de douane territorialement compétent du lieu d'utilisation du produit.

Art. 16. – La directrice générale des douanes et droits indirects est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 avril 2015.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Par empêchement de la directrice générale
des douanes et droits indirects :

*L'administratrice supérieure des douanes,
sous-directrice des droits indirects,*

C. CLÉOSTRATE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

Arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les houilles, lignites et cokes

NOR : FCPD1502969A

Publics concernés : le fournisseur de houilles, lignites et cokes qui effectue des livraisons auprès de clients consommateurs finals en France ou le consommateur de houilles, lignites et cokes en France qui a lui-même importé, introduit, produit ou extrait les houilles, lignites et cokes, qui ont indûment acquitté la taxe ; l'utilisateur final de houilles, lignites et cokes qui a indûment supporté la taxe.

Objet : préciser les pièces justificatives à fournir ainsi que les modalités particulières de présentation et d'instruction des demandes de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les houilles, lignites et cokes.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de la publication.

Notice : le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes fixe les règles de délais et conditions de présentation des demandes de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes et droits indirects.

Références : le présent arrêté est pris en application du IV de l'article 2 du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014. Aucun texte existant n'est modifié par le présent arrêté. Le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Vu le code des douanes, notamment ses articles 265 *nonies*, 266 *quinquies* B, 352 et 352 *bis* ;

Vu le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La demande de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les houilles, lignites et cokes est introduite par :

- le redevable de la taxe : le fournisseur des houilles, lignites et cokes qui effectue des livraisons auprès de clients consommateurs finals en France ou le consommateur des houilles, lignites et cokes en France qui a lui-même importé, introduit, produit ou extrait les houilles, lignites et cokes, qui ont indûment acquitté la taxe ; ou
- l'utilisateur final des houilles, lignites et cokes qui a indûment supporté la taxe.

Art. 2. – La demande de remboursement est établie au moyen du formulaire en annexe au présent arrêté.

La demande est accompagnée d'un relevé d'identité bancaire et des pièces justificatives permettant de déterminer les quantités de houilles, lignites et cokes qui auraient dû être exonérées, exemptées ou taxées à taux réduit, sur la période concernée.

Pour le redevable qui a indûment acquitté la taxe, il s'agit de :

- la copie de sa déclaration d'existence ;
- la copie de sa ou ses déclarations d'acquiescement ;
- tout élément permettant de déterminer les quantités de produits et le montant de la taxe sur lesquels porte la demande ;
- le cas échéant, la copie de l'attestation permettant au client final de bénéficier d'une exonération, d'une exemption ou d'un taux réduit de taxation ;
- une attestation de non répercussion de la taxe ;
- le cas échéant, un descriptif du procédé industriel mis en œuvre ;
- le cas échéant, tout élément permettant de justifier que l'installation entre dans le champ d'application de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

Pour l'utilisateur final qui a indûment supporté la taxe, il s'agit de :

- la copie des factures d'achat avec mention de l'établissement utilisateur et du montant de la taxe acquittée ;

- un récapitulatif des quantités de produits consommées et de celles pouvant bénéficier d'une exonération, d'une exemption ou d'un taux réduit de taxation ;
- un descriptif du procédé industriel mis en œuvre ;
- une attestation certifiant que les houilles, lignites et cokes ont reçu un usage exonéré, exempté ou taxé à taux réduit ;
- le cas échéant, tout élément permettant de justifier que l'installation entre dans le champ d'application de l'article 265 *nonies* du code des douanes.

Art. 3. – Le redevable qui a indûment acquitté la taxe adresse sa demande au bureau de douane auprès duquel il transmet sa déclaration d'acquiescement.

L'utilisateur final qui a indûment supporté la taxe adresse sa demande au bureau de douane dans le ressort duquel se trouve l'établissement utilisateur des houilles, lignites et cokes.

Art. 4. – La directrice générale des douanes et droits indirects est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 avril 2015.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Par empêchement de la directrice générale
des douanes et droits indirects :
*L'administratrice supérieure des douanes,
sous-directrice des droits indirects,*
C. CLÉOSTRATE

A N N E X E

DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LES HOUILLES, LIGNITES ET COKES

(Articles 265 *nonies* et 266 *quinquies* B du code des douanes)

Je soussigné (*nom, prénom*) :
agissant en qualité de représentant de la société (*raison sociale, adresse*) :
.....demande le remboursement d'un montant de (*en chiffres et en toutes lettres*) :
pour la période du au
joins à la présente demande les pièces suivantes (*cochez les cases correspondantes*) :

<input type="checkbox"/>	Un RIB original
<input type="checkbox"/>	La copie de ma déclaration d'existence
<input type="checkbox"/>	La copie de ma ou mes déclarations d'acquiescement
<input type="checkbox"/>	Une attestation de non-répercussion de la taxe
<input type="checkbox"/>	Tout élément permettant de justifier que l'installation entre dans le champ de l'article 265 <i>nonies</i> du code des douanes
<input type="checkbox"/>	Le récapitulatif/les justificatifs des quantités de produits consommées et de celles pouvant bénéficier d'une exonération, d'une exemption ou d'un taux réduit de taxation pour la période mentionnée ci-dessus
<input type="checkbox"/>	Un descriptif du procédé industriel mis en œuvre
<input type="checkbox"/>	Les attestations permettant de justifier un usage exonéré, exempté ou taxé à taux réduit des houilles, lignites et cokes
<input type="checkbox"/>	Les factures afférentes aux livraisons de houilles, lignites et cokes sur la période mentionnée ci-dessus, qui précisent le montant de TICC versé auprès de mon fournisseur
<input type="checkbox"/>	Autre (<i>précisez</i>) :

certifie sincères, complets et véritables les renseignements repris dans les documents joints.

Fait à, le

Signature

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Service chargé de l'enregistrement	Service chargé du remboursement
Enregistrement	Remboursement
Date de réception :	Montant :
Numéro :	Quittance (date et référence) :
Cachet :	Compte crédité :



N° 15490*01



ATTESTATION OUVRANT DROIT AU REGIME PRIVILEGIE DE TAXATION PREVU AUX ALINEAS 1 ET 2 DE L'ARTICLE 265 *NONIES* DU CODE DES DOUANES

À remplir par les installations bénéficiaires (grandes consommatrices d'énergie et soumises au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre) qui utilisent des houilles, lignites et cokes et/ou des produits énergétiques des tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes et à remettre au fournisseur et au bureau de douane

A- Renseignements relatifs à l'installation bénéficiaire

1	Nom :	
2	Adresse :	
3	N° SIRET :	
4	N° IDENTIFIANT	

B- Renseignements relatifs à l'entreprise

5	Nom ou raison sociale :	
6	Adresse :	
7	N° SIREN :	

C- Nom et qualité du signataire de la présente attestation

8	
---	--

D- Désignation du bureau de douane de rattachement de l'installation bénéficiaire

9	
---	--

E- Raison sociale et adresse du fournisseur

10	
----	--

F- Désignation des produits énergétiques admis au bénéfice du régime privilégié de taxation livrés par le fournisseur désigné au E

		Produits	Codes NC	Estimation des quantités bénéficiant du taux réduit au titre de l'année en cours
11	<input type="checkbox"/>	Houilles lignites et cokes		en tonne ou MWh :
12	<input type="checkbox"/>	Produits énergétiques des tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes		en HL ou tonne par code NC :

G- Engagement de l'installation bénéficiaire

Par la présente, nous attestons remplir les deux conditions cumulatives suivantes :				
13	Condition 1 *	<input type="checkbox"/>	Installation exerçant l'une des activités mentionnées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du 13/10/2003	
13bis		<input type="checkbox"/>	Installation visée par la procédure prévue à l'article 24 de la directive 2003/87/CE du 13/10/2003	
14	Condition 2 **	<input type="checkbox"/>	Installation dont les achats d'électricité, de chaleur et d'autres produits énergétiques représentent au moins 3 % de la valeur de sa production	
14bis		<input type="checkbox"/>	Installation pour laquelle le montant total des taxes applicables à l'électricité et aux produits énergétiques représente au moins 0,5 % de la valeur ajoutée	

* le critère est à remplir au titre de l'année civile au cours de laquelle l'attestation s'applique

** le critère est à remplir au cours de l'année civile qui précède la période au titre de laquelle l'attestation s'applique

15	Fait à :	Signature :
	Le :	

ANNEXE IX

Notice d'utilisation de l'attestation ouvrant droit au régime privilégié de taxation prévu aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes

Les attestations comportent les indications suivantes :

- **En rubrique A** : Le nom, l'adresse, le numéro SIRET ainsi que le numéro d'identifiant (repris à *l'arrêté du 24/01/2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020*) de l'installation bénéficiaire du régime ;
- **En rubrique B** : Le nom (ou raison sociale), l'adresse ainsi que le numéro SIREN de l'entreprise à laquelle appartient l'installation bénéficiaire ;
- **En rubrique C** : Le nom et la qualité du signataire de l'attestation. Le signataire de l'attestation est celui qui est titulaire d'un contrat d'achat de produits énergétiques avec un ou plusieurs fournisseurs. Le titulaire de ce contrat est soit l'entreprise à laquelle appartient l'installation bénéficiaire, soit l'exploitant lui-même de l'installation bénéficiaire, soit un tiers (locataire, sous-traitant) qui achète les produits énergétiques pour les besoins de l'installation ;
- **En rubrique D** : La désignation du bureau de douane de rattachement de l'installation bénéficiaire ;
- **En rubrique E** : La raison sociale et l'adresse du fournisseur ;
- **En rubrique F** : La désignation des produits énergétiques admis au bénéfice du régime privilégié de taxation livrés par le fournisseur désigné en rubrique E ;
- **En rubrique G** : L'engagement de l'installation bénéficiaire à remplir les deux conditions cumulativement.

A – Renseignements relatifs à l'installation bénéficiaire :

- CASE 1 : NOM

Il s'agit de la dénomination :

- soit de l'unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités prévues à l'annexe 1 de la directive n° 2003/87/CE,
- soit de l'installation soumise au système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre prévu par l'article 24 de la directive n° 2003/87/CE.

- CASE 2 : ADRESSE

Il s'agit de l'adresse du site tel que défini en case 1.

- CASE 3 : N° SIRET

Il s'agit du numéro SIRET du site tel que défini en case 1.

- CASE 4 : N° IDENTIFIANT (à remplir obligatoirement pour les personnes cochant la case 14)

Il s'agit du numéro d'identifiant correspondant aux installations visées à l'arrêté du 24 janvier 2014 *fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020*.

B – Renseignements relatifs à l'entreprise :

- CASE 5 : NOM OU RAISON SOCIALE

Il s'agit des informations relatives à l'entreprise dont dépend l'installation bénéficiaire.

- CASE 6 : ADRESSE

Il s'agit de l'adresse de l'entreprise reprise en case 5.

- CASE 7 : N° SIREN

Il s'agit du numéro SIREN à 9 chiffres de l'entreprise visée en case 5.

C – Nom et qualité du signataire de la présente attestation

- **CASE 8 :** Nom, prénom et qualité de la personne physique dûment habilitée qui signe l'attestation.

D – Désignation du bureau de douane de rattachement de l'installation bénéficiaire

- **CASE 9 :** Nom et adresse du bureau de douane territorialement compétent dont dépend l'installation bénéficiaire visée au A.

E – Raison sociale et adresse du fournisseur

- **CASE 10 :** Nom et adresse du fournisseur destinataire de la présente attestation aux fins de livraison des produits énergétiques visés au F bénéficiant du régime privilégié de taxation.

Pour des raisons de confidentialité, l'utilisateur établit une attestation par fournisseur.

F – Désignation des produits énergétiques admis au bénéfice du régime privilégié de taxation livrés par le fournisseur désigné au E

- **CASE 11 :** Il s'agit des produits définis à l'article 266 *quinquies* B du code des douanes et repris sous les codes NC 2701, 2702, et 2704.

Les quantités, livrées par le fournisseur visé au E, et bénéficiant du taux réduit sont exprimées en tonnes ou en MWh (au choix du déclarant), et correspondent à une estimation au titre de l'année au cours de laquelle l'attestation est établie.

- **CASE 12 :** Il s'agit des produits visés aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes. Pour chaque code NC, les quantités, livrées par le fournisseur visé au E, et bénéficiant du taux réduit sont exprimées en tonnes ou en HL, et correspondent à une estimation au titre de l'année au cours de laquelle l'attestation est établie.

G – Engagement de l'installation bénéficiaire

Pour bénéficier du régime visé aux alinéas 1 et 2 de l'article 265 *nonies* du code des douanes l'installation doit :

– être soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

ET

– être grande consommatrice d'énergie.

1- Condition relative à la participation au système d'échange des quotas d'émission de gaz à effet de serre (cocher obligatoirement l'une des deux cases suivantes) :

- **CASE 13 :** l'installation s'entend de l'unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités prévues à l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE, ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la pollution. Le périmètre de l'installation concernée est décrite dans le plan de surveillance que l'exploitant fait approuver conformément aux dispositions des articles 11 à 16 du règlement (UE) n° 601/2012.

Les installations éligibles sont reprises à l'arrêté du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020 (JORF du 14 février 2014).

- **CASE 13 bis :** installation soumise au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre prévu par l'article 24 de la directive n° 2003/87/CE du 13/10/2003. La procédure d'inclusion de ces activités ou installations doit être conforme aux articles 5 et 7 de la décision 1999/468/CE, et les décisions de la Commission à cet égard doivent faire l'objet d'une publication au Journal officiel de l'Union européenne.

2- Condition relative à la détermination de l'intensivité énergétique, (cocher obligatoirement l'une des deux cases suivantes) :

- **CASE 14** : les achats d'électricité, de chaleur et d'autres produits énergétiques (visés par les articles 265, 266 *quinquies* et 266 *quinquies* B du code des douanes) doivent représenter au moins **3 % de la valeur de la production** (chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 *sexies* CGI, augmenté des subventions directement liées au prix du produit, plus ou moins la variation des stocks de produits finis, les travaux en cours et les biens ou les services achetés en vue de leur revente, diminué des acquisitions de biens et de services destinés à la revente).

Les achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques s'entendent du **coût réel toutes taxes comprises**, à l'exclusion de la TVA ayant donné lieu à déduction, **de ces produits acquis par l'installation elle-même ou pour son compte**, augmenté du **coût réel des produits énergétiques, de la chaleur et de l'électricité qui ont été produits par l'installation elle-même et utilisés pour son activité**. Dans ce cas le coût des achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques qui ont été affectés à la production d'électricité et de chaleur ou d'autres produits énergétiques par l'installation elle-même sont soustraits du coût réel.

Ce coût réel est majoré des coûts d'acheminement de ces produits ou des autres frais afférents à leur fourniture lorsque ces coûts ou ces frais sont facturés distinctement en plus du prix des produits fournis.

Sont exclus des dispositions précitées, les produits énergétiques et l'électricité utilisés comme carburant pour la propulsion de véhicules ou de tout autre engin à moteur.

- **CASE 14 bis** : Le **montant total des taxes** applicables à l'électricité et aux produits énergétiques afférents aux consommations de ces installations, qui aurait été dû, sans application des exonérations, exemptions, réductions de taux et autres dispositions relatives au non acquittement des taxes intérieures de consommation, représente au moins **0,5 % de la valeur ajoutée**. La valeur ajoutée s'entend du chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 *sexies* du CGI, y compris les exportations, diminué des achats soumis à la TVA, y compris les importations.

- **CASE 15** : indiquer la date, le lieu d'établissement de l'attestation, et la signature de la personne visée au C.

**ATTESTATION OUVRANT DROIT AU REGIME PRIVILEGIE DE TAXATION
PREVU A L'ALINEA 3 DE L'ARTICLE 265 *NONIES* DU CODE DES DOUANES**

A remplir par les installations bénéficiaires (grandes consommatrices d'énergie, qui exercent une activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE et qui relèvent de la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone conformément à l'annexe de la décision n°2014/746/UE du 27/10/2014) qui utilisent des houilles, lignites et cokes et/ou des produits énergétiques des tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes et à remettre au fournisseur et au bureau de douane

A- Renseignements relatifs à l'installation bénéficiaire		
1	Nom :	
2	Adresse :	
3	N° SIRET :	
4	Intitulé de l'activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE	
5	Code NACE / CPA / PRODCOM visés à l'annexe de la décision 2014/746/UE du 27/10/2014	

B- Renseignements relatifs à l'entreprise		
6	Nom ou raison sociale :	
7	Adresse :	
8	N° SIREN :	

C- Nom et qualité du signataire de la présente attestation		
9		

D- Désignation du bureau de douane de rattachement de l'installation bénéficiaire		
10		

E- Raison sociale et adresse du fournisseur		
11		

F- Désignation des produits énergétiques admis au bénéfice du régime privilégié de taxation livrés par le fournisseur désigné au E				
		Produits	Codes NC	Estimation des quantités bénéficiant du taux réduit au titre de l'année en cours
12	<input type="checkbox"/>	Houilles lignites et cokes		en tonne ou MWh :
13	<input type="checkbox"/>	Produits énergétiques des tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes		en HL ou tonne par code NC :

G- Engagement de l'installation bénéficiaire				
Par la présente, nous attestons remplir les deux conditions cumulatives suivantes :				
14	Condition 1 *	<input type="checkbox"/>	Installation exerçant une activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 et relevant de la liste établie par la décision 2014/746/UE de la Commission, du 27 octobre 2014, qui détaille les secteurs et sous-secteurs (code NACE/CPA/PRODCOM) considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone, pour la période 2015-2019	
15	Condition 2 **	<input type="checkbox"/>	Installation dont les achats d'électricité, de chaleur et d'autres produits énergétiques représentent au moins 3 % de la valeur de sa production	
15bis		<input type="checkbox"/>	Installation pour laquelle le montant total des taxes applicables à l'électricité et aux produits énergétiques représente au moins 0,5 % de la valeur ajoutée	

* le critère est à remplir au titre de l'année civile au cours de laquelle l'attestation s'applique

** le critère est à remplir au cours de l'année civile qui précède la période au titre de laquelle l'attestation s'applique

16	Fait à :	Signature :
	Le :	

ANNEXE XI

Notice d'utilisation de l'attestation ouvrant droit au régime privilégié de taxation (applicable au 31/12/2014) prévu à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* du code des douanes

Les attestations comportent les indications suivantes :

- **En rubrique A** : Le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'installation bénéficiaire, l'intitulé de l'activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ainsi que le code NACE/ CPA /PRODCOM repris dans l'annexe de la décision n°2014/746/UE du 27/10/2014 établissant la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone ;
- **En rubrique B** : Le nom (ou raison sociale), l'adresse ainsi que le numéro SIREN de l'entreprise à laquelle appartient l'installation bénéficiaire ;
- **En rubrique C** : Le nom et la qualité du signataire de l'attestation. Le signataire de l'attestation est celui qui est titulaire d'un contrat d'achat de produits énergétiques avec un ou plusieurs fournisseurs. Le titulaire de ce contrat est soit l'entreprise à laquelle appartient l'installation bénéficiaire, soit l'exploitant lui-même de l'installation bénéficiaire, soit un tiers (locataire, sous- traitant) qui achète les produits énergétiques pour les besoins de l'installation ;
- **En rubrique D** : La désignation du bureau de douane de rattachement de l'installation bénéficiaire ;
- **En rubrique E** : La raison sociale et l'adresse du fournisseur ;
- **En rubrique F** : La désignation des produits énergétiques admis au bénéfice du régime privilégié de taxation livrés par le fournisseur désigné en rubrique E ;
- **En rubrique G** : L'engagement de l'installation bénéficiaire à remplir les deux conditions cumulativement.

A – Renseignements relatifs à l'installation bénéficiaire :

– CASE 1 : NOM

Il s'agit de l'installation bénéficiaire définie comme l'unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités prévues à l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE.

– CASE 2 : ADRESSE

Il s'agit de l'adresse du site tel que défini en case 1.

– CASE 3 : N° SIRET

Il s'agit du numéro SIRET du site tel que défini en case 1.

– CASE 4 : Intitulé de l'activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE

– CASE 5 : CODE NACE/ CPA / PRODCOM visés à l'annexe de la décision 2014/746/UE du 27/10/2014

Il s'agit des codes (à 4 chiffres, 6 chiffres ou 8 chiffres) repris dans l'annexe de la décision n°2014/746/UE du 27/10/2014 établissant la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone.

B – Renseignements relatifs à l'entreprise :

– CASE 6 : NOM OU RAISON SOCIALE

Il s'agit des informations relatives à l'entreprise dont dépend l'installation bénéficiaire.

– CASE 7 : ADRESSE

Il s'agit de l'adresse de l'entreprise reprise en case 5.

– **CASE 8 : N° SIREN**

Il s'agit du numéro SIREN à 9 chiffres de l'entreprise visée en case 5.

C – Nom et qualité du signataire de la présente attestation

– **CASE 9 :** Nom, prénom et qualité de la personne physique dûment habilitée qui signe l'attestation.

D – Désignation du bureau de douane de rattachement de l'installation bénéficiaire

– **CASE 10 :** Nom et adresse du bureau de douane territorialement compétent dont dépend l'installation bénéficiaire visée au A.

E – Raison sociale et adresse du fournisseur

– **CASE 11 :** Nom et adresse du fournisseur destinataire de la présente attestation aux fins de livraison des produits énergétiques visés au F bénéficiant du régime privilégié de taxation.

Pour des raisons de confidentialité, l'utilisateur établit une attestation par fournisseur.

F – Désignation des produits énergétiques admis au bénéfice du régime privilégié de taxation livrés par le fournisseur désigné au E

– **CASE 12 :** Il s'agit des produits définis à l'article 266 *quinquies* B du code des douanes et repris sous les codes NC 2701, 2702, et 2704.

Les quantités, livrées par le fournisseur visé au E, et bénéficiant du taux réduit sont exprimées en tonnes ou en MWh (au choix du déclarant), et correspondent à une estimation au titre de l'année au cours de laquelle l'attestation est établie.

– **CASE 13 :** Il s'agit des produits visés aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes. Pour chaque code NC, les quantités, livrées par le fournisseur visé au E, et bénéficiant du taux réduit sont exprimées en tonnes ou en HL, et correspondent à une estimation au titre de l'année au cours de laquelle l'attestation est établie.

G – Engagement de l'installation bénéficiaire

Pour bénéficier du régime visé à l'**alinéa 3 de l'article 265 *nonies*** du code des douanes l'installation doit :

– exercer une **activité mentionnée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE** du 13 octobre 2003 et relevant de la liste établie par la décision 2014/746/UE de la Commission, du 27 octobre 2014, qui détaille les **secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone**, pour la période 2015-2019 ;

ET

– être **grande consommatrice d'énergie**.

1- Conditions relatives à la nature de l'installation : L'installation n'est pas soumise à la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 mais exerce une activité mentionnée à l'annexe I de cette même directive ET relève des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone (cocher obligatoirement la case suivante) :

CASE 14 : D'une part, l'installation éligible s'entend de l'unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des **activités prévues à l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE** ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la pollution. Le périmètre de l'installation concernée est décrite dans le plan de surveillance que l'exploitant fait approuver conformément aux dispositions des articles 11 à 16 du règlement (UE) n° 601/2012.

En revanche, l'installation éligible n'est pas soumise à la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté. Elle exerce une activité reprise à l'annexe I de cette directive, mais n'atteint pas les valeurs de seuils associées à ces activités. Par conséquent, l'installation éligible à l'alinéa 3 de l'article 265 *nonies* **n'est pas reprise dans l'arrêté du 24 janvier 2014** fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés les quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020 (JORF du 14 février 2014).

D'autre part, l'installation doit exercer une activité qui relève des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone pour la période 2015-2019. Ces secteurs et sous-secteurs sont repris dans une liste établie par la décision 2014/746/UE de la Commission du 27 octobre 2014.

Pour établir cette liste, la Commission a évalué le risque de fuite de carbone des secteurs et sous-secteurs au niveau 4 (4 chiffres) de la NACE (nomenclature statistique des activités économiques dans l'Union). Le niveau 4 de la NACE est le niveau correspondant à la disponibilité optimale des données, permettant de définir les secteurs avec précision.

Un **secteur** est caractérisé par un **code à 4 chiffres** dans la classification NACE, et un **sous-secteur** par un **code CPA à 6 chiffres** ou un **code Prodcod à 8 chiffres**, ce qui correspond à la classification des marchandises utilisée pour les statistiques sur la production industrielle dans l'Union, et qui découle directement de la classification NACE.

2- Condition relative à la détermination de l'intensivité énergétique, (cocher obligatoirement l'une des deux cases suivantes) :

- **CASE 15** : les achats d'électricité, de chaleur et d'autres produits énergétiques (visés par les articles 265, 266 *quinquies* et 266 *quinquies* B du code des douanes) doivent représenter au moins **3 % de la valeur de la production** (chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 sexies CGI, augmenté des subventions directement liées au prix du produit, plus ou moins la variation des stocks de produits finis, les travaux en cours et les biens ou les services achetés en vue de leur revente, diminué des acquisitions de biens et de services destinés à la revente).

Les achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques s'entendent du **coût réel toutes taxes comprises**, à l'exclusion de la TVA ayant donné lieu à déduction, **de ces produits acquis par l'installation elle-même ou pour son compte**, augmenté du **coût réel des produits énergétiques, de la chaleur et de l'électricité qui ont été produits par l'installation elle-même et utilisés pour son activité**. Dans ce cas le coût des achats d'électricité, de chaleur et de produits énergétiques qui ont été affectés à la production d'électricité et de chaleur ou d'autres produits énergétiques par l'installation elle-même sont soustraits du coût réel.

Ce coût réel est majoré des coûts d'acheminement de ces produits ou des autres frais afférents à leur fourniture lorsque ces coûts ou ces frais sont facturés distinctement en plus du prix des produits fournis.

Sont exclus des dispositions précitées, les produits énergétiques et l'électricité utilisés comme carburant pour la propulsion de véhicules ou de tout autre engin à moteur.

- **CASE 15 bis** : Le **montant total des taxes** applicables à l'électricité et aux produits énergétiques afférents aux consommations de ces installations, qui aurait été dû, sans application des exonérations, exemptions, réductions de taux et autres dispositions relatives au non acquittement des taxes intérieures de consommation, représente au moins **0,5 % de la valeur ajoutée**. La valeur ajoutée s'entend du chiffre d'affaires au sens de l'article 1586 *sexies* du CGI, y compris les exportations, diminué des achats soumis à la TVA, y compris les importations.

- **CASE 16** : indiquer la date, le lieu d'établissement de l'attestation, et la signature de la personne visée au C.

ANNEXE XII

DECLARATION TRIMESTRIELLE D'ACTIVITE (1)

Fournisseurs de produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du code des douanes

Article 265 *nonies* du code des douanes : taux réduits des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, le gaz naturel et le charbon à usage combustible, destinés à certaines installations grandes consommatrices en énergie

Bureau de douane de rattachement : _____ Année _____ trimestre

I – Renseignements généraux

Raison sociale :

Désignation de l'établissement ou du lieu d'activité :

II – Déclaration d'activité

Position tarifaire du produit énergétique, par référence au tarif des douanes :

Quantités en stock au 1er jour du trimestre :

Quantités reçues au cours du trimestre :

Quantités livrées à des installations bénéficiaires d'un taux réduit de l'article 265 *nonies* du code des douanes et titulaires d'une attestation :

Quantités éventuellement rétrocédées au cours du trimestre (2) :

Quantités livrées à des opérateurs autre que les installations bénéficiaires d'un taux réduit de l'article 265 *nonies* du code des douanes et titulaires d'une attestation :

Pertes autorisées (le cas échéant) :

Déchets évacués (le cas échéant) :

Quantités restant en stock le dernier jour du trimestre :

(1) Cette déclaration doit être adressée au bureau de douanes de rattachement avant le 10 du mois suivant la fin du trimestre. Une déclaration d'activité doit être établie par espèce tarifaire de produit reçu dans le cadre du régime prévu à l'article 265 *nonies* du code des douanes:

(2) Indiquer la quantité, la date et le nom de l'entrepporteur agréé reprenneur du produit ainsi que le lieu de destination dudit produit.

Certifié exact :

A _____, le

Le responsable de l'établissement ou du lieu d'activité,

(Nom, qualité et signature)